Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°31

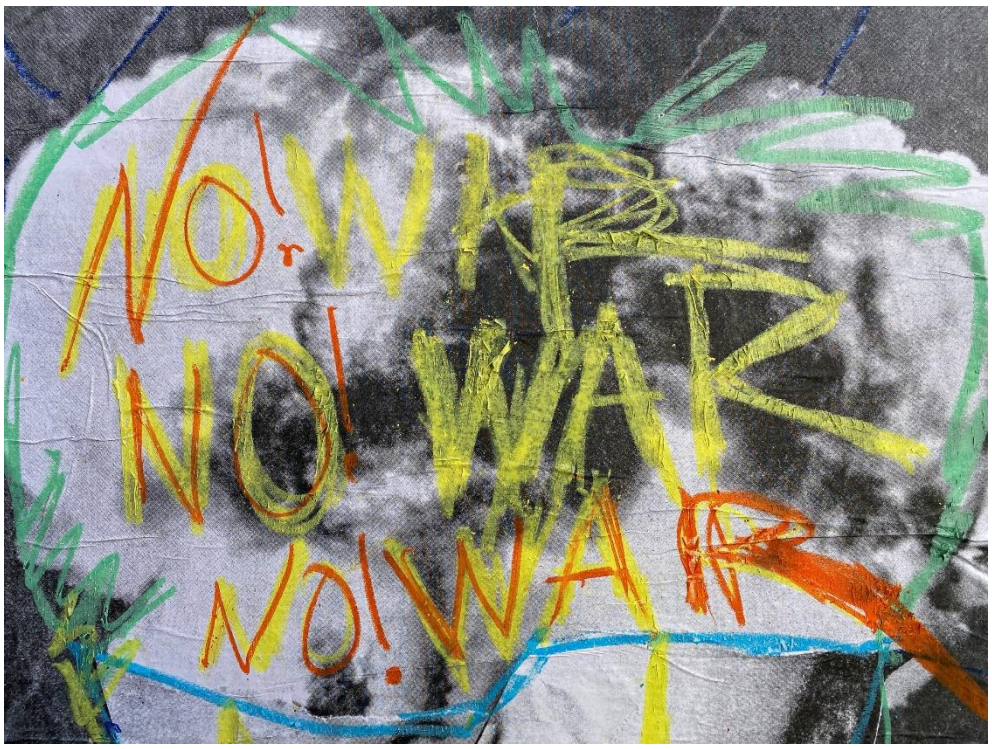
juillet-septembre 2023

Guerres et armes

Humour de Siné mensuel

Table des matières

Contre toutes les guerres 3
Sortir de la guerre pendant qu'il est encore temps 5
Einstein, la bombe, les pacifistes et l'Ukraine 6
De l'eau dans le gaz 20
Nuage radioactif après un bombardement russe sur des munitions à uranium appauvri en Ukraine 21
Arme de guerre : l'effacement de l'histoire 22
Une guerre froide 2.0 23
En Amérique latine, le non-alignement au service de la paix 29
En Russie, le mirage du soutien à la guerre 32



Contre toutes les guerres

L'urgence, aujourd'hui, c'est de créer une mobilisation mondiale contre la guerre, contre toutes les guerres. L'ONU, censée assurer la protection des peuples, leur sécurité et leur bien-être, a failli à sa mission.

La guerre en Ukraine est perçue dans le Grand Sud comme une confrontation Est-Ouest entre superpuissances d'un autre âge.
Mais chez nous, elle est à la « une » et a relégué les autres guerres qui se déroulent au Proche-Orient, en Afrique et en Asie aux oubliettes des médias « mainstream ».
Aujourd'hui, soyons à l'écoute et joignons nos voix à celles de Lula, du Pape François, de la ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud Naledi Pandor et des peuples meurtris par ces guerres, pour qui la fin des hostilités est la condition première à leur survie.
Ces dix dernières années, les guerres ont coûté la vie à plus de civils que les désastres naturels. Donc mobilisons-nous avec nos concitoyens pour dire stop à la guerre, à toutes les guerres, première étape du chemin vers la paix fondée sur le respect du Droit international et des conventions adoptées aux Nations Unies, censées assurer la sécurité ainsi que la coexistence et le bien-être.
Les moyens financiers en recherche et développement militaire ainsi qu'en production d'armes létales doivent être reconvertis de toute urgence pour sauver des vies et agir contre le dérèglement climatique. C'est ce que pense la majorité de nos concitoyens.
Aujourd'hui, la toute grande majorité de la population mondiale a perdu confiance en l'Occident et ses promesses – non tenues – de coopération au développement.

« Le roi est nu ».
Nos attitudes racistes à l'encontre de celles et ceux qui tentent de venir chez nous chercher de quoi nourrir leurs familles, les barbelés, les murs et les milices de Frontex que nous leur opposons ont définitivement ternis et disqualifiés nos discours sur la démocratie, le respect des droits humains ou la sauvegarde de la nature.
Ils sonnent faux. Notre violence et notre arrogance aiguisent la révolte de ces pays du grand Sud contre ceux qui nous gouvernent et prétendent gouverner le monde : le G7, l'OTAN et leurs complices, les bourgeoisies d'affaires et des multinationales qui se concurrencent dans le pillage de leurs ressources.
Nos dirigeants ont réactivé toutes les vieilles recettes de la guerre froide, tentant par-là de garder la mainmise sur les affaires du monde.

Leurs comportements guerriers témoignent de leur incapacité à concevoir un autre monde que celui de la confrontation. Il faut donc les obliger à faire de nouveaux choix de coexistence pacifique et s'ils s'en montrent incapables, remplaçons-les, car ils n'ont pas pris conscience que l'humanité est en pleine transformation.
Leur volonté hégémonique n'est plus acceptée par la toute grande majorité des humains, même parmi leur propre population.

Le monde bouge.
D'urgence, forçons les puissants à signer partout les armistices et aidons-les, par notre mobilisation, à construire les nouvelles formes de gouvernance et de cohabitation entre les peuples et les nations. Mobilisons-nous pour exiger le désarmement et investir dans le développement, la santé, la culture et l'enseignement.
Mobilisons-nous pour forcer le respect des Conventions de Genève et l'ouverture de négociations sérieuses et respectées par tous en vue de la survie de notre humanité.
Avec force, faisons entendre nos voix auprès de nos élus, exigeons que le Secrétaire général de l'ONU reprenne d'urgence l'initiative et s'il s'avère impuissant à faire taire les armes, mobilisons nos intelligences, nos forces pour remplacer l'ONU, ou, à tout le moins, son conseil de sécurité qui la paralyse.
Donnons une chance à la paix, car nous savons qu'elle ne viendra pas d'en haut et que ce changement se fera par le dépassement du capitalisme, du racisme et du colonialisme, ainsi que le dit régulièrement Angela Davis.

« *Stop war, give peace a chance* ». Soyons des collectifs pour l'avenir.

Pierre GALAND
Mai 2023

https://www.asymptomatique.be/contre-toutes-les-guerres-par-pierre-galand/

Sortir de la guerre pendant qu'il est encore temps

L'Europe sombre de plus en plus dans la guerre, alimentée par une série d'actes visant à rendre impossible l'ouverture de négociations. De l'attentat terroriste qui à Saint Petersbourg a provoqué la mort du journaliste et blogueur Vladlen Tatarsky, faisant aussi des dizaines de blessés, à l'arrestation à Kiev du métropolite orthodoxe Pavlo, à qui a été imposé de porter un bracelet électronique comme s'il était un délinquant de droit commun.

En même temps Kiev annonce son intention de s'emparer de la Crimée, entrée par le referendum de 2014 dans la Fédération Russe, dont la population est pour la majeure part russe, pour « désintoxiquer » la population de Crimée de la « propagande russe » et juger comme criminels les journalistes qui se sont exprimés en faveur de l' « occupation russe ».

L'escalade OTAN passe à une phase ultérieure avec l'entrée de la Finlande comme 31ème membre, suivie à brève échéance de la Suède. En à peine plus de trente ans l'OTAN a doublé le nombre de ses membres, s'élargissant de 16 à 32 pays toujours plus à l'Est, adossés à la Russie. Des armes nucléaires tactiques déployées en Finlande peuvent atteindre en quelques minutes des objectifs stratégiques à l'intérieur du territoire russe. En conséquence la Russie augmente son déploiement militaire, y compris nucléaire, dans la partie nord-occidentale de son propre territoire.

Face à cette situation la *Campagne Italie hors de la Guerre* lance un appel urgent pour la mobilisation des citoyens italiens sur les points suivants :

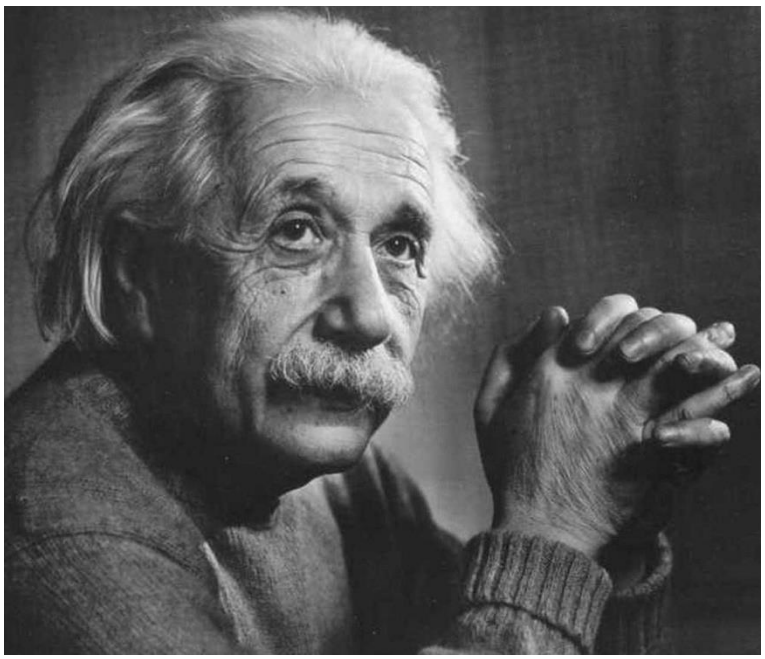
1. Stop à l'envoi d'armes en Ukraine / Votons les Référendums
2. Sortie immédiate de l'Italie des programmes OTAN/UE de soutien militaire à l'Ukraine
3. Non à l'utilisation de bases militaires sur le territoire italien pour la guerre en Ukraine
4. Retrait immédiat des forces armées italiennes de toute opération militaire contre la Russie
5. Fin immédiate des sanctions économiques contre la Russie et rétablissement des canaux commerciaux normaux
6. Fin immédiate de toutes les formes de boycott d'artistes russes et rétablissement des relations artistiques et culturelles entre Italie et Russie
7. Engagement diplomatique maximal de l'Italie à tous les niveaux, comme médiateur de Paix, pour mettre fin à la guerre sur une base négociée
8. Requête aux États-Unis de retirer leurs armes nucléaires du territoire italien, sur la base du Traité de Non-Prolifération ratifié par les deux États dans les années Soixante-dix. Celui-ci oblige les USA, État militairement nucléaire, à « ne transférer à qui que ce soit, ni directement ni indirectement, des armes nucléaires, ou le contrôle de telles armes » (Art. 1). Il oblige l'Italie, État militairement non-nucléaire, à « n'accepter de qui que ce soit, ni directement ni indirectement, le transfert d'armes nucléaires ni le contrôle de telles armes » (Art. 2).

Manlio DINUCCI
Mondialisation.ca, 08 avril 2023

Bref résumé de la revue de presse internationale *Grandangolo* (Grand Angle) de vendredi 7 avril 2023 à 20h30 sur la chaîne tv italienne *Byoblu*,
https://www.byoblu.com/2023/04/07/fuori-dalla-guerra-finche-siamo-in-tempo-grandangolo-pangea/
Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est byoblu.com. Copyright © Manlio Dinucci, byoblu.com, 2023

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire « L'art de la guerre » au quotidien italien il manifesto. Parmi ses derniers livres : Geocommunity (en trois tomes) Éd. Zanichelli 2013 ; Geolaboratorio, Éd. Zanichelli 2014 ; Se dici guerra…, Éd. Kappa Vu 2014.



Einstein, la bombe, les pacifistes et l'Ukraine*

Einstein, la bombe atomique, les guerres d'Espagne, de 14-18 et de 40-45 : Pierre Gillis analyse la guerre en Ukraine et la position des « pacifistes » à la lumière de ces enjeux et de ces conflits passés.
Dans un débat aujourd'hui très clivant, qui se tient à ciel ouvert entre deux propagandes de guerre, et au moment où des civils ukrainiens meurent sous les bombes, il est parfois difficile de faire appel à l'analyse historique et à la raison, ou de critiquer un « camp » sans en servir automatiquement un autre.
Je ne suis d'ailleurs pas sûr de partager nécessairement toutes les prémices et toutes les conclusions du texte de Pierre. [Moi oui, en gros, MN]
Mais en ces jours sombres, où la pente naturelle des événements nous ferait (presque) tous basculer dans le chauvinisme le plus obtus, ou dans l'escalade militaire la plus folle, son grand mérite est de nourrir le débat et de chercher, contre nos propres va-t-en-guerre, le chemin de crête de la paix. Et sur cette voie-là, du moins, je le suis sans hésitation (Claude Semal).

* Du pacifisme et de l'Ukraine (par Pierre Gillis)

L'Ukraine divise le CNAPD, la coupole qui a vocation à rassembler les pacifistes et à organiser leurs actions.
Le constat est clair : on a en effet vu défiler à Bruxelles deux manifestations, les samedi 25 et dimanche 26 février. Les grands médias en ont fait leurs choux gras : Bertrand Henne, sur les ondes de la RTBF, consacrait sa chronique du 27 février à « la guerre interne chez les pacifistes », et le lendemain, Béatrice Delvaux, dans Le Soir, titrait « Guerre ou paix ? Guerre et paix ? ».

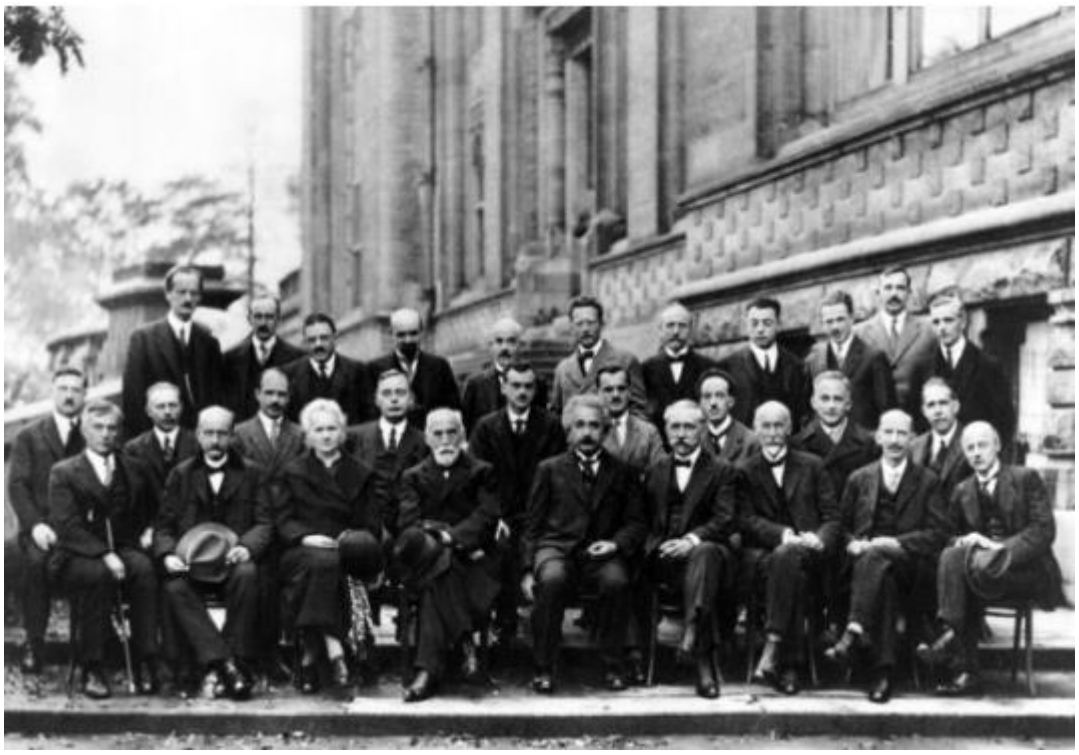
Le premier paragraphe de l'édito du Soir a en tout cas le mérite de pointer du doigt l'irréparable coupure qui sépare les manifestants du samedi de ceux du dimanche : d'un côté, on en appelait « *à une solidarité totale avec l'Ukraine (et donc à la poursuite du soutien militaire afin de vaincre la Russie et de restaurer l'intégralité territoriale du pays)* », alors que les manifestants de dimanche souhaitent « *des négociations sur une base qui éviterait une possible défaite (et donc à l'arrêt de la fuite en avant militaire)* ».
Première remarque : le terme « pacifistes » est sans doute inapproprié pour qualifier ceux qui plaident pour l'intensification du soutien militaire à l'Ukraine, donc à la poursuite de l'escalade militaire, soit, au bout de cette logique, contribuent à puissamment relancer la course aux armements.
Mais la terminologie n'a finalement que peu d'importance en la matière. Les partisans de la solidarité totale avec l'Ukraine se réfèrent à la justice plutôt qu'à la paix, face à l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes. Deux impératifs parfaitement défendables entrent ainsi en collision – et ce n'est pas la première fois, dans notre histoire chahutée. En particulier au sein du mouvement pacifiste lui-même, dont les animateurs n'ont jamais été insensibles ou étrangers aux préoccupations de justice.

Ce balancement n'est pas seulement repérable entre des courants différents du pacifisme, mais même dans le chef de personnes qui y ont joué un rôle éminent, l'oscillation prenant alors, à première vue, la forme d'un retournement de veste, voire d'un reniement.

Einstein et Langevin

L'exemple le plus célèbre est sans conteste celui d'Albert Einstein (1879-1955), qui ne prenait pas de pincettes pour exprimer son antimilitarisme : « *La pire des institutions grégaires se prénomme l'armée. Je la hais. Si un homme peut éprouver quelque plaisir à défiler en rang aux sons d'une musique, je méprise cet homme… Il ne mérite pas un cerveau humain puisqu'une moelle épinière le satisfait* » (1).

La boutade et la provocation de cette déclaration – Einstein en était très friand – ne doivent pas masquer la profondeur de son engagement politique, qui n'avait rien d'une humeur épidermique. Encore jeune, mais déjà célèbre (1905 est son Annus Mirabilis, qui l'a vu apporter trois contributions cruciales à la physique moderne, dont la relativité restreinte), il a régulièrement fréquenté les militants socialistes exilés en Suisse où il vivait, et a eu avec plusieurs d'entre eux des discussions suivies et approfondies. Il avait en particulier noué une véritable amitié avec Friedrich Adler (1879-1960), son contemporain, physicien de formation lui aussi, un des fondateurs de ce qu'on a appelé l'austro-marxisme. Adler fut un leader de la gauche social-démocrate autrichienne.



Au premier rang, en 1927, Marie Curie, Einstein et Langevin.

Rien de surprenant dès lors à le voir s'affirmer en opposant résolu à la guerre de 1914. Il venait de déménager en Allemagne, à Berlin, après y avoir été nommé professeur à l'Université, et avoir adopté la nationalité germanique.

Peu après l'entrée en guerre, le 4 octobre 1914, de nombreux intellectuels allemands, parmi lesquels Max Planck, Walther Nernst et Fritz Haber, scientifiques prestigieux, apportent leur soutien à l'effort de guerre et le justifient en signant l'appel Aufruf an die Kulturwelt (*Appel au monde de la culture*), dit *Manifeste des 93*, qui nie les exactions perpétrées en Belgique et glorifie le militarisme allemand : « *Sans le militarisme allemand, la culture allemande se serait depuis longtemps éteinte sur notre sol… L'armée allemande et le peuple allemand ne font qu'un* ».

Le refus d'Einstein passe d'autant moins inaperçu qu'il persévère et signe un contre-appel (« *Aux Européens* »), rédigé par le physiologiste et pacifiste berlinois Georg Friedrich Nicolaï. Celui-ci en appelle à la raison, prône l'entente entre les peuples et exige l'arrêt de la guerre le plus rapide possible. Cohérent, Einstein participe en automne 1914 à la fondation de l'association pacifiste Nouvelle

patrie, mise sur pied par des intellectuels de gauche, surveillée par la police, et interdite en février 1916. La droite nationaliste ne lui pardonnera jamais ces engagements – et les nazis encore moins.

De l'autre côté du Rhin, en France, c'est la figure de Paul Langevin (1872-1946) qui émerge. Scientifique reconnu dès le tournant du siècle, il rencontre Einstein au Congrès Solvay de 1911, à Bruxelles, où les quanta, nouveauté théorique promise à un bel avenir, font débat, et restera son ami jusqu'à la fin de sa vie. Dreyfusard, il avait également été soutenir Jean Jaurès lors de meetings où ce dernier avait développé son opposition à la guerre qu'on sentait venir, au printemps 1914 (2).
Mais il se met cependant au service de la patrie une fois la guerre déclarée, comme beaucoup d'autres, et mobilise ses compétences exceptionnelles pour mettre au point, en 1917-1918, un dispositif par ultra-sons destiné à la détection sous-marine, basé sur l'utilisation d'un cristal piézo-électrique (3). C'est après la boucherie de 14-18 que son pacifisme se déploie : « *Plus jamais ça* ».

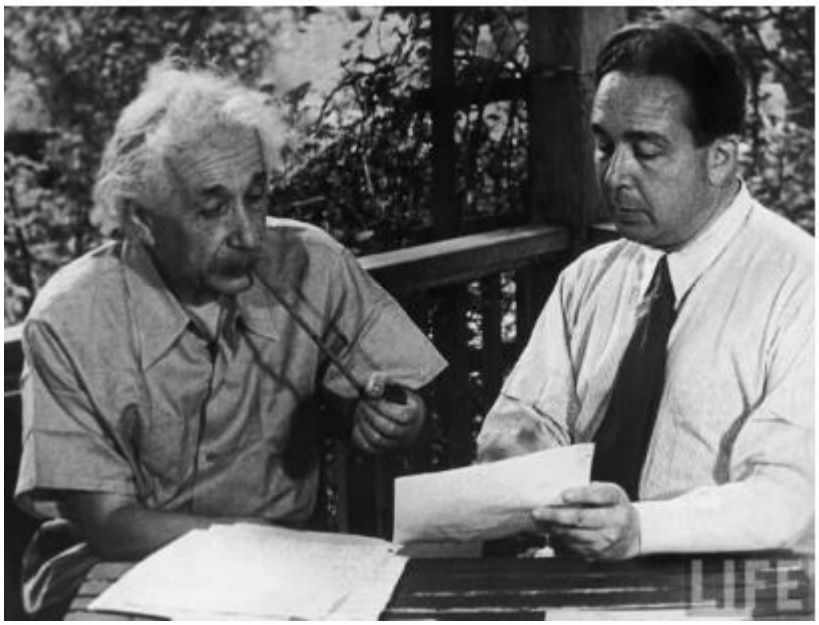
En 1922, Langevin invite Einstein à Paris, au Collège de France, pour y parler de relativité, et rétablir ainsi des liens internationaux que la guerre avait brisés. Les nationalistes français se déchaînent « *dans une campagne de haine alimentée par les nationalistes forcenés et les gens d'Action française »* (4). Langevin poursuit son action sans désemparer : en 1932, il fonde avec Henri Barbusse et Romain Rolland le Comité mondial contre la guerre et le fascisme (Amsterdam-Pleyel).
En mars 1934, il patronne le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, dans le contexte du Front Populaire. Arrêté par la Gestapo en octobre 40, il est placé en résidence surveillée à Troyes, avant de s'échapper pour la Suisse en mai 44, et de doter la Résistance d'un programme de refonte de l'enseignement qui reste une référence pour tous les pédagogues progressistes, le plan Langevin-Wallon.

Einstein et l'impulsion initiale à la construction de la bombe atomique

Au mémorial d'Hiroshima

Pendant la même période, la vie d'Einstein est bien connue : chassé de son poste à Berlin par les nazis arrivés au pouvoir en 1933, il émigre aux Etats-Unis après un bref passage en Belgique, et s'installe à Princeton. Après la guerre, Einstein milite pour un désarmement atomique mondial, il s'insurge contre la course aux armements, et, notamment avec Bertrand Russell et Joseph Rotblat, en appelle à la responsabilité des scientifiques pour exiger des gouvernements le renoncement à l'arme nucléaire, en participant au lancement du manifeste dit Russell-Rotblat en 1954. Il est évidemment une cible de choix pour les maccarthystes, et le FBI l'espionne et le harcèle sans relâche jusqu'à sa mort, en 1955.
On peut cependant repérer une discontinuité flagrante et largement commentée dans ce trajet exemplaire de pacifiste convaincu et persévérant : en 1939, ses collègues Leo Szilard et Eugen Wigner rédigent une lettre adressée à Franklin Roosevelt, président des Etats-Unis, dans laquelle ils attirent l'attention du Président sur une percée scientifique lourde de conséquences (5) :
« Ces quatre derniers mois, il est devenu possible grâce aux travaux de Joliot en France ainsi que ceux de Fermi et Szilárd en Amérique, de déclencher une réaction en chaîne nucléaire avec de grandes quantités d'uranium. Grâce à

elle, une grande quantité d'énergie et de grandes quantités de nouveaux éléments similaires au radium pourraient être produits. Maintenant, il semble presque certain que ceci pourrait être atteint dans un très proche avenir.
Ce nouveau phénomène pourrait conduire à la construction de bombes et il est concevable, quoique bien moins certain, que des bombes d'un nouveau type et extrêmement puissantes pourraient être assemblées ».



La lettre d'Einstein et Szilard à Roosevelt en 1939

Einstein, armé de son énorme prestige, signe la lettre, à laquelle Roosevelt a donné suite en enclenchant le projet Manhattan, qui débouchera sur la mise au point de la bombe atomique, larguée en 1945 sur Hiroshima et Nagasaki. La signature d'Einstein est motivée par la crainte que l'Allemagne nazie ne se lance dans cette course et la gagne.
Elle peut en effet s'appuyer sur le savoir de physiciens de premier plan, dont Werner Heisenberg, qui jouera dans cette quête vaine un rôle ambigu encore controversé aujourd'hui (échec technico-scientifique, ou bien frein délibéré à l'avancée du programme ?).
Il faut cependant, pour être complet, noter qu'Einstein, juste avant sa mort, a confié à Linus Pauling, un autre scientifique pacifiste, regretter sa signature et l'envoi de cette lettre (6). On peut comprendre ces regrets formulés a posteriori, une fois constatés aussi bien l'échec de la construction de la bombe nazie que l'atrocité des souffrances infligées au peuple japonais, mais en 39, il était impossible de savoir, et dans le doute…

Langevin était sans aucun doute sur la même longueur d'onde que son ami Einstein. Il s'est lui aussi opposé à certains des animateurs du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, dès 1936, au point de provoquer l'éclatement dudit comité, deux ans après sa fondation. Le conflit portait sur la primauté à accorder (ou pas) à la lutte contre le nazisme au pouvoir en Allemagne, par rapport aux positions pacifistes traditionnelles, et Langevin donne la priorité à l'anti-fascisme. Munich symbolise cette rupture, avec son illusoire espérance d'arriver à éviter la guerre, au point d'avoir laissé dans son sillage une nouvelle injure, équivalente à capitulard, « *munichois* ».
En 1939, Einstein et Langevin n'avaient évidemment rien perdu de la fermeté de leur engagement en faveur de la paix, ni de la force de leurs convictions qui leur avait permis de tenir tête à leurs adversaires nationalistes respectifs les accusant de trahison, une petite vingtaine d'années auparavant. Peut-on dire, surtout en pensant à Einstein, que les positions qu'il a défendues entre 1939 et 1945, après sa lettre à Roosevelt, représentent une parenthèse dans sa vie de pacifiste ? Certainement pas.

Mais seuls ceux qui, comme les Témoins de Jéhovah, assoient leur refus des armes sur un prescrit divin sont indifférents au contexte général qui conditionne leur attitude. Pour les autres, le choix d'une option dépend absolument de la perception qu'on a de l'Histoire en train de s'écrire. Dans le cas qui nous occupe, la guerre, en préparation ou en cours, peut être analysée comme une boucherie entre nationalismes (ou impérialismes) rivaux, comme en 14 ; ou comme une lutte pour la survie de la civilisation, menacée par la folie meurtrière d'un régime génocidaire, comme en 1939.

Ce qui nous ramène à l'Ukraine.

La guerre en Ukraine, 1914 revisité

Des zouaves français en 1914 dans la forêt de Compiègne

Je ne suis pas le seul à penser qu'un affreux remake de 1914, *mutatis mutandis*, se produit sous nos yeux.
En 1914, l'empire allemand est l'agresseur – on dirait aujourd'hui qu'il viole le droit international en envahissant la Belgique neutre. Son armée commet des abominations à l'égard de la population belge.
Premier massacre à Andenne-Seilles, les 20 et 21 août 1914. Septante civils sont fusillés sur les bords de Meuse au quai Pastor, et cent-nonante autres sont tués en divers endroits de la ville, de manière individuelle ou collective, soit chez eux, soit en rue, du jeudi soir au vendredi midi. Dinant est mise à sac (7) : « *le 23 août 1914 et les jours qui suivent, 674 hommes, femmes et enfants sont exécutés par armes à feu en différents endroits de la ville. Deux tiers des habitations dinantaises sont la proie des flammes. La population civile, désarmée dès le 6 août, avait instamment été priée de ne pas s'impliquer dans le combat contre les envahisseurs.* » Louvain aussi (8) : « *Le 25 du même mois [août], les Allemands, tirant par erreur sur leurs propres troupes, se croient visés par des francs-tireurs cachés dans les maisons. Ils répliquent en prenant deux otages, en fusillant 248 personnes et en mettant le feu aux habitations. Rapidement, des incendies sont volontairement lancés dans la bibliothèque. Des milliers de livres, certains datant du Moyen Âge, sont détruits*. »
La presse britannique s'indigne, à raison, l'évêque de Namur sollicite et obtient le soutien du pape Benoit XV, et les intellectuels allemands nient les faits, dans le « *Manifeste des 93* » évoqué ci-dessus.

L'historienne Nicoletta Gullace écrit cependant, avec recul, que les propagandistes britanniques désiraient passer aussi rapidement que possible d'une explication de la guerre par l'assassinat d'un archiduc autrichien et de sa femme par un nationaliste serbe à la question morale sans ambiguïté de l'invasion de la Belgique neutre (9).
La Triple Entente (France, Grande-Bretagne et Russie), martèle-t-on à l'époque, est en guerre pour venger le viol de la Belgique. Les pacifistes de l'époque n'y croient pas.
La majorité des socialistes avait pourtant choisi de se dissoudre dans une union sacrée patriotique, d'un côté comme de l'autre, au mépris des résolutions adoptées précédemment, jusqu'en 1913.
La fraction de gauche analyse la guerre comme un conflit impérialiste, et organise les conférences de Zimmerwald (1915) et de Kienthal (1916) pour coordonner ses actions, et leur donner de la cohérence.

Georges Spriet et Claude Renard (10) synthétisent clairement le point de vue des opposants à la guerre :
« Les impérialistes français voulaient reconquérir l'Alsace et la Lorraine, perdues lors de la guerre de 1870-1871. Mais ils voulaient également conquérir la Rhénanie, la soumettre et la piller, comme on le verra plus tard avec le traité de Versailles. De son côté, la Grande-Bretagne désirait en premier lieu consolider sa position de puissance mondiale régnant sur des millions d'Africains et d'Indiens. Il y avait naturellement aussi le conflit opposant l'Autriche-Hongrie et la Russie pour la maîtrise des Balkans, sans oublier l'ambition du tsar de reprendre Constantinople à l'Empire ottoman. »

Camille Huysmans

Camille Huysmans, secrétaire du Bureau de l'Internationale socialiste en 1914, et futur premier ministre belge, après la Seconde Guerre Mondiale, avait mis le Bureau en sommeil une fois la guerre déclarée, tout en tentant d'assurer une médiation entre socialistes des pays belligérants. Cette volonté se traduisit par la convocation de la Conférence pour la paix de Stockholm (1917), qui ne déboucha sur rien – ce qui n'empêcha pas les plus farouches des bellicistes belges de lui en faire virulemment le reproche par la suite.
Aujourd'hui, les Russes sont les violeurs de l'intégrité territoriale ukrainienne et du droit international. Indéniable, puisque les faits de guerre qui ont précédé l'invasion russe, de 2014 à 2022, perpétrés par l'Ukraine à l'encontre des populations du Donbass, ne relèvent pas du droit international, en tant qu'ils concernent des événements internes à l'Ukraine – politique intérieure musclée, les 14 000 morts recensés par l'ONU ne sont plus là pour protester.
L'Ukraine de 2022 se compare à la Belgique de 1914. Faudra-t-il un recul équivalent à celui qui a permis à l'historienne Gullace, citée plus haut, de cadrer les souffrances du peuple belge dans une perspective qui les éclaire, pour que les collègues de Nicoletta Gullace nous livrent un travail comparable ?
L'analyse est pourtant d'ores et déjà mise sur rail. Par exemple par l'anthropologue Emmanuel Todd (11), qui titre « *La Troisième Guerre mondiale a déjà commencé* » et s'en explique :
« *Le conflit, en passant d'une guerre territoriale limitée à un affrontement économique global entre l'ensemble de l'Occident, d'une part, et la Russie adossée à la Chine, d'autre part, est devenu une guerre mondiale. Même si les violences militaires sont faibles par rapport à celles des guerres mondiales précédentes* » (12).
En s'appuyant sur un point de vue américain non-conformiste :
« Je partage aujourd'hui l'analyse du géopoliticien "réaliste" américain John Mearsheimer. Ce dernier faisait le constat suivant : il nous disait que l'Ukraine, dont l'armée avait été prise en main par des militaires de l'Otan (américains, britanniques et polonais) depuis au moins 2014, était donc de facto membre de l'Otan, et que les Russes avaient annoncé qu'ils ne toléreraient jamais une Ukraine membre de l'Otan. Ces Russes font donc (ainsi que Poutine nous l'a dit la veille de l'attaque) une guerre, de leur point de vue, défensive et préventive.
[…] Lorsque Mearsheimer dit que l'Ukraine était de facto membre de l'Otan, il ne va pas assez loin. L'Allemagne et la France étaient, elles, devenues des partenaires mineurs dans l'Otan et n'étaient pas au courant de ce qui se tramait en Ukraine sur le plan militaire » (13).
On a critiqué la naïveté française et allemande, parce que nos gouvernements ne croyaient pas en la possibilité d'une invasion russe, certes, mais aussi parce qu'ils ne savaient pas qu'Américains, Britanniques et Polonais

pouvaient permettre à l'Ukraine d'être en mesure de mener une guerre élargie. L'axe fondamental de l'Otan maintenant, c'est Washington-Londres-Varsovie-Kiev.

Nord Stream

Des pièces du gazoduc North Stream 2 : à qui profite son sabotage ?

On pourrait développer, mais on se contentera d'invoquer le sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et 2. Ils traversent la Baltique, et ont été endommagés et rendus inutilisables par une explosion, le 26 septembre 2022 (Nord Stream 2 n'était pas encore entré en fonctionnement). La Russie a rapidement été accusée d'être l'auteur ou le commanditaire du sabotage, sans que personne ne puisse expliquer pourquoi, contrairement à ses intérêts, elle aurait détruit une infrastructure capable de lui assurer d'importantes rentrées financières, par la vente de son gaz. S'il s'était agi de couper l'approvisionnement en gaz de l'Europe, il lui aurait suffi de fermer le robinet. On sait par ailleurs que les USA étaient fermement opposés à l'accord entre l'Allemagne et la Russie, accord qui a débouché sur la construction des gazoducs. Le journaliste étatsunien Seymour Hersh a publié sur son blog les résultats d'une enquête approfondie sur cette opération. Seymour Hersh est un journaliste respecté ; lauréat du prix Pulitzer, il a dénoncé de nombreux scandales, concernant notamment des activités illégales de la CIA, la prison d'Abou Grahib ou encore la guerre en Syrie. Il écrit entre autres (14) :

« *Le 7 février [2022], moins de trois semaines avant l'invasion apparemment inévitable de l'Ukraine par la Russie, Biden a rencontré dans son bureau de la Maison Blanche le chancelier allemand Olaf Scholz, qui, après quelques hésitations, était maintenant fermement rallié à l'équipe américaine. Lors du point de presse qui a suivi, M. Biden a déclaré de manière provocante : "Si la Russie envahit l'Ukraine, il n'y aura plus de Nord Stream 2. Nous y mettrons fin".*

Vingt jours plus tôt, la sous-secrétaire Nuland avait délivré essentiellement le même message lors d'un point de presse du département d'État, avec une faible couverture médiatique. "Je veux être très claire avec vous aujourd'hui", a-t-elle déclaré en réponse à une question. "Si la Russie envahit l'Ukraine, d'une manière ou d'une autre, Nord Stream 2 n'ira pas de l'avant". Plusieurs des personnes impliquées dans la planification de la mission du gazoduc ont été consternées par ce qu'elles considèrent comme des références indirectes à l'attaque. »

Hersh est arrivé à la conclusion que la planification de l'opération avait été réalisée à la fin de 2021 et pendant les premiers mois de 2022, avec l'aide de la Norvège, et les explosifs placés sur les gazoducs en juin 22, à l'occasion de manœuvres de l'OTAN (BALTOPS). Leur explosion a été télécommandée quelques

mois plus tard, afin d'éviter une trop grande proximité temporelle entre cette explosion et les manœuvres en Baltique.
Le plus révélateur dans cette info, c'est la chronologie des événements : l'organisation du sabotage, acte de guerre authentique, est antérieure à l'invasion de l'Ukraine par les armées de Poutine. Et il révèle aussi la volonté des États-Unis de contrôler complètement l'approvisionnement en énergie de l'Europe.

Boris Johnson en boutefeu

On doit aussi relever la toxicité des interventions de Boris Johnson dès le début de la guerre. Des contacts entre diplomates russes et ukrainiens ont eu lieu dès le 28 février 2022, 4 jours après le début de l'invasion russe. Après plusieurs phases de discussions infructueuses, notamment à Antalya, en Turquie, un accord semblait se dessiner, dans l'esprit des accords de Minsk, fin mars, à Istanbul. Foreign Affairs a parlé d'un accord provisoire entre belligérants (15).
Vishay Prashad explique la suite (16) :
« Avant que l'accord ne soit conclu, le Premier ministre britannique, Boris Johnson, est arrivé à Kiev le 9 avril. Un média ukrainien (Ukrainska Pravda) a rapporté que Johnson avait transmis deux messages au président ukrainien, Volodymyr Zelensky : d'abord, que le président russe, Vladimir Poutine, "doit être mis sous pression et non pas être un partenaire de négociation", et ensuite, que même si l'Ukraine signait des accords avec le Kremlin, l'Occident n'était pas prêt à faire de même. Selon Ukrainska Pravda, peu après la visite de Johnson, "le processus de négociation bilatéral a été suspendu". ».

L'objectif était d'étendre la zone d'influence de l'OTAN et d'affaiblir la Russie, pas de négocier, comme l'ont confirmé le secrétaire d'État étasunien, Antony Blinken, et son collègue à la Défense, Lloyd Austin, lors d'une conférence de presse en Pologne. Les premiers britanniques affectionnent décidément les postures guerrières à frais limités, sans doute héritées de leur passé impérial révolu : Thatcher et les Malouines, Blair et l'Irak, Johnson et l'Ukraine, la collection de méfaits impressionne…
Emmanuel Todd a raison : l'affrontement est planétaire. On affinera le tableau en notant que l'Ukraine de 2022 joue un rôle comparable à celui de la Belgique de 1914.

Le brigand Poutine

Les provocations de l'OTAN n'oblitèrent évidemment pas Poutine de ses énormes responsabilités. L'explicitation de celles-ci offre cependant nettement moins d'intérêt, dans la mesure où ses turpitudes font l'objet de descriptions détaillées et quotidiennes dans tous les médias d'information occidentaux, et cela ne date pas d'hier, ni même du déclenchement de son « *opération spéciale* ». On se contentera de revenir sur deux de ces turpitudes.

La première d'entre elles est la négation de l'existence d'une nation ukrainienne. Celle-ci serait une fiction due à la volonté de Lénine et des bolchéviques de détruire l'empire russe, si cher au Président russe. Les nations

se font et se défont, mais l'émergence de la nation ukrainienne au cours du XXe siècle est une solide réalité politique. En la niant, et en l'agressant militairement, on la renforce, au point d'effacer d'importantes divergences politiques concernant le monde d'aujourd'hui derrière une unanimité patriotique. C'est un des effets non prévus de l'agression russe.
La seconde concerne le rôle croissant des mercenaires et du groupe Wagner en particulier dans la conduite de la guerre. L'existence de condottiere n'est certes pas une nouveauté, les Suisses, qui ont loué leurs services guerriers à d'autres, dont les papes, en savent quelque chose, et depuis longtemps. Les peuples africains ont été confrontés à cette engeance tout au long de leur combat pour la décolonisation. Les Américains en Afghanistan ont fait appel à des agences privées pour certaines missions « délicates ». Poutine enclenche la vitesse supérieure : le groupe Wagner se retrouve au cœur des combats autour de Bakhmout, et son chef s'affirme chaque jour davantage comme un acteur politique-clé.
Le rôle qui lui est ainsi concédé – de fait, vendu – s'inscrit bien dans la philosophie néo-libérale et nationaliste qui inspire les gouvernants russes. Voir des chefs de guerre, patrons de milices privées, utiliser leurs positions de force pour conquérir du pouvoir politique est plus qu'inquiétant.

La singularité hitlérienne

Revenons-en à nos pacifistes et à leur « pas de côté » de 1939, qui détonne par rapport à leurs positions passées, et à celles de l'après-guerre et des débuts de la guerre froide. On retombe sur la singularité hitlérienne, pas toujours bien cernée, au point d'avoir suscité l'apparition du point Godwin (17) dans de nombreux débats.
Pour Einstein, qui savait de quoi il parlait, comme pour bien d'autres, cette singularité, en 1939, est caractérisée doublement : d'une part, les intentions génocidaires du nazisme, affirmées dans *Mein Kampf*, ne sont pas que des menaces, ou du bluff : elles commencent à se concrétiser tragiquement.
D'autre part, le pouvoir meurtrier des virtuelles bombes nucléaires est absolument inédit, et il semble clair pour le physicien qu'on n'empêchera pas l'Allemagne hitlérienne de les utiliser, elle qui pourrait les produire, qu'en la devançant dans cette horrible course. Ses regrets, exprimés dans les années 50, tiennent tout aussi clairement au fait qu'il ne s'attendait pas à voir ces bombes lancées sur le Japon par les USA.

Se servir de ces balises pour caractériser le conflit ukrainien n'est pas très compliqué. Poutine est-il le Hitler du XXIe siècle ? Ses initiatives justifient-elles l'effacement des mots d'ordre pacifistes, au profit de la mise en avant d'un objectif jusqu'au-boutiste – seul l'anéantissement de la Russie comme état est de nature à garantir la paix future ?
Nous répondons « non », avec les manifestants pacifistes du dimanche. On ajoutera que la nouveauté nucléaire de 1939, qui changeait radicalement la donne, n'en est plus vraiment une, de nouveauté, en 2023. Le cap à garder, à ce sujet, c'est celui de la dénucléarisation, et cet objectif est aux antipodes de celui poursuivi par les stratèges otaniens, qui installent systématiquement de nouvelles bases nucléaires dans les pays qu'ils vassalisent.

No pasaran ?

Il existe une variante des positions jusqu'au-boutistes, à savoir celle avancée par ceux qui sont qualifiés ironiquement d'aile gauche de l'OTAN. On sent de ce côté que la référence est moins la tradition pacifiste que le souvenir de la condamnation de la non-intervention des gouvernements démocratiques, à commencer par la France du Front Populaire, lors de la Guerre d'Espagne : *No pasaran*, clamait la Pasionaria.
Pour fonctionner, l'analogie établit un parallèle implicite entre le gouvernement républicain agressé par Franco et le régime ukrainien agressé par Poutine, y compris dans la présentation du positionnement politique du régime ukrainien. Cette posture est celle des signataires d'une carte blanche publiée dans Le Vif (18), qui joue sur une subtile ambiguïté :

Réfugiés espagnols à la frontière française en 1936

« *Les nombreux contacts que nous avons pu avoir ont confirmé l'existence d'une* société civile multiple et ramifiée. *Toutes les branches de celle-ci, dans leur diversité, inscrivent pleinement leur action et leurs revendications dans la résistance à l'agression russe, résistance qu'elles conçoivent non comme une cause strictement nationale, mais comme un combat de la société elle-même pour la sauvegarde de son mode de vie, de ses valeurs, etc.* »
Il ne nous viendra pas à l'esprit de contester les témoignages invoqués ci-dessus : les groupes porteurs de ces « valeurs » font preuve d'un grand courage, mais un gouffre sépare l'affirmation de leur existence d'une conclusion qui généralise le constat à l'échelle de la société entière. Ce glissement se produit lorsqu'on prend ses désirs pour des réalités. Ce travers est encore plus voyant dans l'extrait suivant :
« La société ukrainienne est pluraliste et la "révolution du maidan" en 2014 a donné naissance à une floraison culturelle et artistique *tout à fait remarquable.* » Pluraliste ? Pas tant que ça à l'égard des minorités russophones.

Parler russe, ou pas…
Les russophones représentent, à la grosse louche, un tiers de la population ukrainienne – une grosse minorité donc, comparable à celle que constituent les francophones en Belgique. Le passé soviétique, en particulier les années 1920, est nettement moins sombre que ce qu'on en dit aujourd'hui : concernant les minorités nationales en Ukraine, la politique de l'État soviétique sur l'égalité de toutes les langues nationales se traduisit en création de quartiers nationaux avec des écoles, des théâtres, des journaux dans les langues des minorités russe, bulgare, allemande, juive, grecque, polonaise, etc. (19). Le russe avait le statut de langue générale de communication en URSS, mais la langue ukrainienne fut proclamée langue officielle de l'Ukraine.
En 1989, l'URSS est en fin de course, et l'Ukraine adopte une loi sur les langues, qui fait de l'ukrainien la seule langue officielle du pays. Elle autorise cependant l'usage de toute langue « minoritaire », mais majoritaire à l'échelle locale, dans tout ce qui compte dans la vie (culture, administration, commerce, etc.). L'ukrainien n'est obligatoire que pour les annonces officielles, comme les dénominations des instances publiques, et les désignations des marchandises produites en Ukraine, et il est favorisé dans l'enseignement.

En 2014, Maidan rompt cet équilibre précaire, et les vainqueurs entendent bien régler leurs comptes avec l'ancienne langue dominante. Le Président Porochenko, un autre oligarque, en fait un de ses objectifs principaux. Le gouvernement renversé par Maidan avait fait adopter en 2012 une « *loi ukrainienne sur la politique linguistique de l'état* », en conformité avec la Charte européenne des langues régionales ou

minoritaires, permettant l'emploi à égalité avec la langue officielle (l'ukrainien) de deux ou de plusieurs langues régionales ou minoritaires dans une région donnée.

Une statue de Bandera en Ukraine

En 2019, retour brutal du balancier, et promulgation à Kiev d'une nouvelle « Loi sur la langue », qui change complètement la donne. La langue ukrainienne est « *la seule langue officielle en Ukraine* » (article 1). La logique de cette loi est lourdement répressive : elle interdit toute tentative d'introduire un multilinguisme, elle réprime « *l'humiliation publique* » ou « *l'outrage à la langue ukrainienne* », ainsi que l'introduction d'erreurs délibérées de la langue ukrainienne dans les documents et les textes officiels. Les autorités de l'État et les collectivités locales, tout comme les entreprises, ne peuvent s'exprimer qu'en ukrainien, qui devient la seule langue de communication interethnique (20).
La seule exception concerne la Crimée, où, en plus de l'ukrainien, la langue tatare de Crimée est autorisée en tant que langue du peuple autochtone ukrainien – mais pas le russe, langue largement majoritaire en Crimée. Avec des amendes pas piquées des vers pour les contrevenants, voire des peines d'emprisonnement pour les fonctionnaires qui seraient accusés de vouloir introduire le multilinguisme en Ukraine.

Ce fanatisme linguistique a percolé dans le jeu politique, dégradant brutalement l'image de parfait démocrate qui nimbe Zelensky. Début février 2021, les trois premières chaînes de télévision d'opposition – NewsOne, Zik et 112 Ukraine – ont été fermées. Une autre chaîne d'opposition, Nash, a été interdite au début de 2022, avant le début de la guerre. Après le déclenchement du conflit, en mars, des dizaines de journalistes indépendants, de blogueurs et d'analystes ont été arrêtés ; la plupart d'entre eux défendent des opinions de gauche (21).
Mon esprit retors me souffle une question – certainement impertinente : comment réagiraient les Wallons si un gouvernement belge désireux d'en finir une fois pour toutes avec les séquelles de la domination passée du français en Belgique leur en interdisait l'usage ? Le *rattachisme* en ferait évidemment son miel, et je craindrais le pire pour la Belgique et ses frontières actuelles.
Nul besoin d'invoquer le rôle des service secrets russes pour comprendre les succès des autonomistes de Crimée et des républiques de l'Est ukrainien, traduits en majorités lors de référendums. Avant *l'opération spéciale* de Poutine, qui a sans aucun doute causé des renversements de point de vue…

Les droits des travailleurs
On peut aussi parler du droit du travail. Voici ce qu'en dit un communiqué de la CGT française, daté du 11 juillet 2022 (22).
« *Alors que la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine apporte chaque jour son lot de tué.es, de blessé.es et de destructions, le parlement ukrainien, à majorité ultra libérale, persiste à défaire les garanties individuelles et collectives des travailleuses et des travailleurs. La première tentative de réforme ultra libérale du code du Travail a été lancée à la fin de l'année 2019. Cette réforme devait conduire l'Ukraine à dénoncer 37 conventions de l'OIT (dont 6 fondamentales) sur les 71 que le pays avait ratifiées. Elle a été stoppée dès l'hiver 2020 par la mobilisation des travailleuses et des travailleurs ukrainiens, de leurs syndicats – la FPU et la KVPU, par la solidarité du mouvement*

syndical international et européen ainsi que par la mission conjointe de la CSI et de la CES à Kyiv. Les parlementaires ont alors changé de tactique en essayant de défaire le code du Travail, en multipliant des projets de loi.
Un de ces textes, la proposition de loi 5 371, est actuellement à l'étude à la Rada, le Parlement ukrainien. Si ce texte venait à être adopté, les trois quarts des travailleuses et des travailleurs ukrainiens se retrouveraient exclu.es de la protection du code du Travail.
Cette démarche des autorités ukrainiennes est révoltante tant sur le fond que sur la forme car, depuis le mois de mars, une autre loi, censée réguler les relations de travail et les libertés syndicales durant la période de guerre, interdit toute action collective dans la rue ou sur les lieux de travail. Par ailleurs, le comité de la Rada, chargé de suivre le processus d'intégration européenne de l'Ukraine, a déclaré ce projet de loi non conforme au droit de l'Union européenne et aux obligations de l'Ukraine, dans le cadre de l'accord d'association. »
La loi 5 371 a été ratifiée par le Président Zelensky en date du 23 août 2022. On juge un arbre à ses fruits, et une révolution à ses résultats. Répression linguistique d'un côté, destruction du droit du travail de l'autre en passant par la censure de journalistes et de chaînes TV, la floraison annoncée sent le moisi !

Un héros néo-nazi

Enfin, et même si les symboles ne suffisent pas pour appréhender la nature d'un régime, leur choix n'est jamais gratuit. L'OUN, qui avait juré loyauté au 3e Reich et qui avait créé la légion ukrainienne qui combattit aux côtés de la Wehrmacht, a été entièrement réhabilitée. C'est pourtant cette organisation qui avait mis en œuvre le « génocide par balles », dont on estime qu'il a fait un million de victimes, Juifs et Polonais.
Les dirigeants de l'OUN, Bandera, Choukhevitch, Stesko sont aujourd'hui statufiés en Ukraine, et des rues et des boulevards portent leur nom. L'Institut de la Mémoire Nationale, dirigé par un authentique fasciste, récrit l'histoire pour cimenter l'union sacrée au profit de la mobilisation nationale.
Tout récemment, un « héros » tombé dans les combats de Bakhmout a fait l'objet de funérailles nationales (Le Soir du 10 mars 2023), en présence du Président Zelensky et de la Première ministre finlandaise Sanna Marin.
Il s'agit de Dmytro « Da Vinci » Kotsiubailo, un volontaire de 27 ans qui dirigeait un bataillon appelé les Da Vinci Wolves (Les Loups de De Vinci). Il avait reçu en décembre 21 la médaille de héros de l'Ukraine. Dmytro Kotsiubailo était avant tout un leader de la milice d'extrême-droite « *Pravyi Sektor* », une des organisations à la base de Maidan, puis de la guerre contre les russophones de l'Est du pays, à partir de 2014.

« Pravyi Sektor » (secteur « droit » ou « droite », le terme et polysémique), mené par Dmitro Yarosh, devenu « le commandant de Maïdan », d'un grand professionnalisme, a coordonné les actions de divers groupes d'extrême droite, dont les milices ultranationalistes d'UNA-UNSO déjà présents sur des fronts de guerre en Tchétchénie, en Abkhazie, en Transnistrie, ou encore les bandes de « Patriot Ukrainy », authentiques nazis (23).
On trouve les pires horreurs sur le site VK (le facebook local) de Pravyi Sektor. Par exemple, des félicitations aux milices qui ont brûlé vif 42 personnes dans la maison des Syndicats d'Odessa, pendant les événements sanglants du Maidan (« *la revanche… Pour ceux qui ont été tués dans la maison des syndicats à Kiev. Les Odessites, bravo !* »).
Ou le délicieux texte suivant : « *À propos, aujourd'hui, c'est la fête des mères – pas une fête de toutes les prostituées, à l'instar du 8 mars, mais précisément des mères. Souvenons-nous que la saine moralité d'une Femme, c'est le gage de la santé morale et physique de toute la Nation.* » Contrairement aux écosocialistes féministes, Pravyi Sektor participe au gouvernement ukrainien. On a les héros qu'on peut.

Le mouvement de la paix est indispensable

On aura compris que la défense d'une révolution sociale en cours relève du fantasme à mes yeux.
Il n'y a pas de révolution à défendre, mais bien une guerre à laquelle il faut mettre fin. La surenchère dans le nationalisme ukrainien dont font preuve certains de nos responsables politiques est aussi ridicule que toxique, comme à Woluwe, où l'école de musique a répudié son ancien nom, *Tchaikovsky* – horreur, un Russe ! – pour devenir BRIMA (Brussels International Music Academy), titre plus élégant et plus moderne. L'exact contraire de ce que faisaient Einstein et Langevin dans les années 20, en renouant des liens internationaux.
L'exception de 1939 n'a pas lieu d'être, et le cap est fixé depuis longtemps, par exemple dans cette lettre de Engels à Bebel du 22 décembre 1882, qui anticipait juillet 1914 :

« Je tiendrais une guerre européenne pour un malheur ; ce serait cette fois terriblement sérieux ; le chauvinisme serait déchaîné pour des années, car chaque peuple lutterait pour son existence. Tout le travail des révolutionnaires en Russie qui sont à la veille d'une victoire serait vain, anéanti, notre parti en Allemagne serait, dans l'immédiat, submergé par le flot du chauvinisme et détruit ; il en serait tout à fait de même pour la France. »

La place Maïdan en 2014

Pierre Galand tient le bon bout dans son appel à une grande mobilisation pour la paix (24) :
« Ce qui me semble le plus tragique en ces circonstances, c'est d'être confronté à une classe politique incapable de prendre acte des risques pour la paix mondiale et de n'y répondre que par l'accélération insensée des budgets militaires menant à la guerre et à la terreur. Il y a urgence. Les citoyens, les mouvements sociaux, les syndicats doivent se mobiliser pour faire comprendre aux responsables politiques l'urgence de secourir et d'accueillir toutes les victimes de ces conflits et désastres environnementaux. » Le mouvement pour la paix est plus indispensable que jamais !

Pierre GILLIS (avec l'aimable autorisation de l'auteur)

(1) Albert Einstein, Comment je vois le Monde, Paris, éd. Flammarion, 1934, p. 8.
(2) Voir André Langevin, Paul Langevin, mon père, Paris, Les Editeurs Français Réunis, 1971, p. 77.
(3) André Langevin, op. cit., pp.82-83.
(4) Ibid., p. 89.
(5) https://fr.wikipedia.org/wiki/Lettre_Einstein-Szil%C3%A1rd
(6) http://virtor.bar.admin.ch/pdf/ausstellung_einstein_fr/der_pazifist/A-Bomb_Regrets.pdf
(7) Wikipedia, le sac de Dinant, https://fr.wikipedia.org/wiki/Sac_de_Dinant_(1914)#:~:text=Le%20sac%20de%20Dinant%20ou,durant%20la%20Premi%C3%A8re%20Guerre%20mondiale.
(8) https://fr.wikipedia.org/wiki/Incendie_de_la_biblioth%C3%A8que_de_l%27universit%C3%A9_catholique_de_Louvain_en_1914#R%C3%A9f%C3%A9rences
(9) Nicoletta Gullace, The Blood of Our Sons : Men, Women, and the Renegotiation of British Citizenship during the Great War, Palgrave Macmillan, 2002 (ISBN 978-0-312-29446-5, lire en ligne [archive]).
(10) Georges Spriet et Claude Renard, « Octobre 1917 et le mouvement ouvrier belge », 22 décembre 2017 https://lavamedia.be/fr/octobre-1917-et-le-mouvement-ouvrier-belge/
(11) Emmanuel Todd, Entretien avec Alexandre Devecchio, « La Troisième Guerre mondiale a déjà commencé », Le Soir, samedi 21 et dimanche 22 janvier 2023, pp. 4-5.
(12) En effet : en une nuit, celle du 13 au 14 février 1945, la ville de Dresde a encaissé 7000 tonnes de bombes incendiaires, la laissant en cendres, et 35 000 personnes y ont perdu la vie. Il n'y a pas qu'Hiroshima et Nagasaki.

Voir https://www.herodote.net/14_fevrier_1945-evenement-19450214.php#:~:text=Au%20total%2C%20en%20quinze%20heures,25%20000%20ont%20%C3%A9t%C3%A9%20identifi%C3%A9es.
(13) À preuve, le fait que les accords de Minsk, dont le respect aurait pu éviter la guerre, et qui font aujourd'hui l'objet d'un bashing systématique de la part des jusqu'au-boutistes, ont été négociés sous les auspices de la France et de l'Allemagne.
(14) Voir l'article complet de Seymour Hersh sur le site d'Investigaction :
https://www.investigaction.net/fr/comment-les-etats-unis-ont-mis-hors-service-le-gazoduc-nord-stream/
(15) Fiona Hill et Angela Stent, Foreign Affairs, https://www.foreignaffairs.com/russian-federation/world-putin-wants-fiona-hill-angela-stent."*According to multiple former senior U.S. officials we spoke with, in April 2022, Russian and Ukrainian negotiators appeared to have tentatively agreed on the outlines of a negotiated interim settlement: Russia would withdraw to its position on February 23, when it controlled part of the Donbas region and all of Crimea, and in exchange, Ukraine would promise not to seek NATO membership and instead receive security guarantees from a number of countries.*"
(16) Vishay Prashad, Lava, 17 novembre 2022, https://lavamedia.be/fr/loccident-doit-cesser-de-bloquer-les-negociations-entre-lukraine-et-la-russie/
(17) Loi de Godwin sur les analogies nazies : plus une discussion Usenet dure, plus la probabilité d'y voir une comparaison impliquant les nazis ou Hitler tend vers 1 (Wikipedia)
(18) https://www.levif.be/opinions/cartes-blanches/ce-que-la-guerre-a-revele-sur-la-nature-des-societes-ukrainienne-et-russe/
19) Natalya Shevchenko, « L'histoire du bilinguisme en Ukraine et son rôle dans la crise politique d'aujourd'hui », Cahiers Sens public 2014/1-2 (n° 17-18), pp. 203 à 225, consultable sur https://www.cairn.info/revue-cahiers-sens-public-2014-1-page-203.htm
(20) Texte de la loi et analyse consultables sur le site https://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/ukraine-3valorisation-ukrainien.htm#5._La_Loi_sur_la_langue_de_2019
(21) Interview d'Olga Baysha, philosophe de l'Université du Colorado, sur Investigaction,
https://www.investigaction.net/fr/repression-censure-neoliberalisme-a-la-pinochet-la-face-cachee-de-zelensky/
(22) https://www.cgt.fr/comm-de-presse/non-la-casse-du-code-du-travail-en-ukraine
(23) Témoignage inédit de Jean-Marie Chauvier.
(24) Pierre Galand, Stop War, Entre les lignes, 29 avril 2022 https://www.entreleslignes.be/le-cercle/pierre-galand/stop-war

https://www.asymptomatique.be/einstein-la-bombe-les-pacifistes-et-lukraine-par-pierre-gillis-2/

Humour de Siné mensuel

De l'eau dans le gaz

Se garder d'évoquer les sujets sensibles au cours d'un repas de famille, sous peine de provoquer un malaise, une dispute ou une bataille rangée, compte au nombre des règles élémentaires du savoir-vivre. Mais, dans le cas du sabotage des gazoducs Nord Stream le 26 septembre dernier, la retenue polie des dirigeants européens confine au silence poltron. Car tout de même : un attentat mené au large du Danemark, de la Pologne et de la Suède, pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ou candidats à l'adhésion, probablement par une puissance étatique, contre une infrastructure appartenant majoritairement au conglomérat russe Gazprom mais aussi, pour ce qui concerne Nord Stream 1, à une brochette d'énergéticiens allemands, néerlandais et français, avait de quoi susciter la fureur investigatrice combinée des médias et des autorités. Or, d'un côté comme de l'autre, une inexplicable gêne entrave l'expression de l'habituelle tirade antiterroriste.

Après la publication par le journaliste américain Seymour Hersh d'une enquête incriminant les États-Unis et les services norvégiens (Substack, 8 février), les investigations menées par le parquet fédéral allemand s'orientent vers une autre piste, digne d'un film *OSS 117* à sortir en salles sous le titre « De l'eau dans le gaz » : une bande de six barbouzes liés à l'Ukraine et déguisés en touristes auraient loué un yacht à Rostock avant d'enfiler discrètement leur slip de bain pour placer cinq cents kilos d'explosifs à quatre-vingts mètres de profondeur en mer Baltique, prétendent en substance le *New York Times* (7 et 16 mars), ainsi qu'un consortium de médias allemands (8 mars). Une diversion ? Ce scénario, qui mobiliserait à coup sûr un nombre de spectateurs plus élevé que celui du dernier film de Bernard-Henri Lévy sur l'Ukraine (1 024 en France en tout et pour tout), laisse le *Washington Post* perplexe : le quotidien (4 avril) indique que l'attention des enquêteurs teutons a été délibérément attirée vers ce yacht par *« un service de renseignement occidental »,* lequel aurait fourni à son homologue allemand *« un tuyau très concret »,* mais semble-t-il percé – décidément, l'affaire en compte beaucoup. Finaud, le parquet fédéral se demande à présent si l'embarcation n'a pas *« constitué un leurre, mis à la mer pour détourner l'attention des véritables auteurs ».*

Car au fond, ce brouillard arrange tout le monde. *« Certains gouvernants occidentaux ne sont pas si pressés d'identifier l'auteur de l'attentat,* poursuit le *Washington Post. Lors des réunions de dirigeants politiques du Vieux Continent et de l'Alliance atlantique, les responsables ont adopté une routine, a déclaré un diplomate européen de haut rang : "Ne parlons pas de Nord Stream." Ils ne voient pas l'intérêt de creuser trop profondément au risque de trouver une réponse inconfortable, ajoute le diplomate, faisant écho aux sentiments de plusieurs de ses homologues dans d'autres pays qui préféreraient ne pas faire face à l'éventualité que l'Ukraine ou des alliés soient impliqués.* (…) *"C'est comme un cadavre au milieu d'une réunion de famille", a précisé cette source en recourant à une analogie sinistre : tout le monde le voit mais fait comme si de rien n'était. "Il vaut mieux ne pas savoir." »*

Un État mouillé dans un attentat se cacherait-il dans « notre camp » ? Voyons, vous n'y pensez pas ! Pour paraphraser Hubert Bonisseur de La Bath : *« Un État terroriste, c'est quand les gens sont russes, déjà. »*

Pierre RIMBERT (Monde diplomatique)

Un nuage radioactif se forme après un bombardement russe sur des munitions à uranium appauvri en Ukraine

Sputnik Afrique

[...]
La destruction de munitions à l'uranium appauvri fournies par l'Occident à l'Ukraine a entraîné la formation d'un nuage radioactif. Il s'est déjà dirigé vers l'Europe, a déclaré ce vendredi le secrétaire du Conseil de sécurité de Russie Nikolaï Patrouchev lors d'une réunion à Syktyvkar, la capitale de la république des Komis. Une hausse de la radioactivité a déjà été enregistrée en Pologne, selon lui.

Une aide douteuse
Le responsable a rappelé que les États-Unis avaient fait pression sur ses satellites pour qu'ils fournissent des munitions à l'uranium appauvri à l'Ukraine afin de « l'aider ».
En outre, les États-Unis « développent et utilisent déjà des armes chimiques et biologiques, y compris sur le sol ukrainien ».
Joe Biden est arrivé à Hiroshima pour participer au sommet du G7, a-t-il rappelé. Entre-temps, les États-Unis ne se sont jamais excusés devant le Japon pour les bombardements nucléaires de Hiroshima et de Nagasaki en 1945.
« Ils n'ont pas l'intention de s'excuser pour leurs actes, car ils laissent entendre aux Japonais que c'est l'Union soviétique et non pas les États-Unis qui aurait utilisé l'arme nucléaire contre eux », a déclaré Nikolaï Patrouchev.

© Sputnik . Kirill KALLINIKOV, 20/05/2023

https://fr.sputniknews.africa/20230519/un-nuage-radioactif-se-forme-ap...
URL de cet article 38665 : https://www.legrandsoir.info/un-nuage-radioactif-se-forme-apres-une-frappe-russe-sur-des-munitions-a-uranium-appauvri-en-ukraine.html

Arme de guerre : l'effacement de l'histoire

Les guerres s'embrasent du Soudan à l'Ukraine. Croit en conséquence la dépense militaire mondiale. L'Europe a dépensé en 2022 en armes et opérations militaires 13% de plus par rapport à 2021, enregistrant la plus forte augmentation depuis 30 ans. La dépense annuelle de l'Italie est montée à plus de 30 milliards d'euros, c'est-à-dire à une moyenne de plus de 80 millions d'euros par jour.
On continue en même temps à cacher ou mystifier les véritables causes des guerres. Le président Biden déclare que « la tragique violence au Soudan est inconcevable et doit finir ». Il efface de cette façon le fait que, quand il était vice-président de l'Administration Obama, il a été un des principaux artisans de la stratégie étasunienne qui a alimenté la guerre au Soudan pour briser le pays en deux parties. Ainsi naissait en 2011 l'état artificiel du Soudan du Sud, en possession de 75% des réserves pétrolifères soudanaises. Ceci a provoqué l'ultérieure extension des conflits internes et des ingérences externes pour le contrôle de la région soudanaise, importante à la fois parce qu'elle est riche en pétrole, gaz naturel, or et autres matières premières et parce qu'elle a une position géostratégique clé dans le continent africain.
En Ukraine, États-Unis, OTAN et Union Européenne continuent à alimenter la guerre contre la Russie, en fournissant au régime de Kiev de croissantes quantités d'armes et assistance militaire en tout genre. En même temps ils font en sorte que le régime de Kiev efface tout ce qui est russe de l'Ukraine et de son histoire. Après que Kiev a décrété d'envoyer au bûcher 100 millions de livres russes depuis les classiques de la littérature – pratique analogue à celle du nazisme hitlérien – Zelensky a signé une loi qui interdit les noms russes des lieux et autres symboles de la fondamentale composante russe de l'histoire ukrainienne. Leur usage est considéré par loi comme « un acte criminel » et comporte de lourdes peines. Zelensky a en outre signé une loi selon laquelle, pour obtenir la citoyenneté ukrainienne, est nécessaire un examen non seulement sur la langue mais aussi sur l' « histoire de l'Ukraine ». Celle-ci est réécrite par des « historiens » qui exaltent des personnages comme Stepan Bandera, collaborationniste du nazisme hitlérien.
Dans le même cadre la Cour Suprême Ukrainienne a décrété en 2022 que les symboles de la Division SS Galicie – composée de nazis ukrainiens qui commirent des crimes horribles – ne sont pas nazis et peuvent donc être employés comme symboles politiques y compris dans les manifestations.
C'est cette Ukraine que le gouvernement italien (*entre autres gouvernements européens, ndt*) s'engage à « reconstruire » en investissant des milliards d'euros soustraits aux citoyens italiens.

Manlio DINUCCI
Mondialisation.ca, 30 avril 2023

[…]

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est byoblu.com

Histoire secrète de l'intelligence artificielle

Une guerre froide 2.0

Qui remportera la bataille mondiale des algorithmes et des machines « apprenantes » ? Les États-Unis ou la Chine ? Derrière ces questions se cache une réalité plus prosaïque. Pour nombre d'entreprises de la Silicon Valley, c'est l'occasion de faire main basse sur des dizaines de milliards de dollars de subventions publiques, quitte à dramatiser le bras de fer avec Pékin. Lobbying intensif et réminiscences des affrontements d'antan entre blocs : la géopolitique de l'intelligence artificielle est aussi une affaire de gros sous.

« La guerre froide est terminée », proclamait en 1988 une brochure publicitaire pour un curieux jeu vidéo venu de l'autre côté du rideau de fer. Au bas de la couverture, un post-scriptum : *« … ou presque ».* Invitant à relever le *« défi soviétique »,* le document annonçait : *« Alors que les tensions Est-Ouest commencent tout juste à s'apaiser, les Soviétiques viennent de marquer un point décisif contre les Américains ».* Sur un fond rouge vif, au-dessus d'un dessin du Kremlin entouré de figures géométriques, s'étalait en gros caractères cyrilliques jaunes le mot « Тетрис », le symbole de la faucille et du marteau tenant lieu de lettre finale. En alphabet latin, cela donnait « Tetris ».
La brochure, désormais exposée au Musée national d'histoire américaine de Washington, était l'œuvre de Spectrum HoloByte, le distributeur du jeu aux États-Unis. Ce fabricant de logiciels de la Silicon Valley, propriété du baron des médias britannique Robert Maxwell, avait déjà compris que le thème de la guerre froide pouvait rapporter et sut en exploiter tous les codes – de la musique russe traditionnelle aux images de cosmonautes soviétiques – pour faire de *Tetris* un succès phénoménal dans l'Amérique de Ronald Reagan (1).
Le président d'alors de Spectrum HoloByte, M. Gilman Louie, est devenu depuis une figure centrale de ce que d'aucuns à Washington appellent avec euphorie la « guerre froide 2.0 » – la bataille en cours entre la Chine et les États-Unis pour le contrôle de l'économie mondiale. Or le conflit, qui s'étend maintenant au front technologique et même militaire, ne tourne plus autour de *Tetris,* mais de l'intelligence artificielle.
La carrière de M. Louie est emblématique d'une trajectoire à l'américaine. Au début des années 1980, il se fait un nom dans les jeux de simulation de vol, lesquels deviennent si populaires que l'US Air Force demande à le rencontrer. Puis l'une de ses entreprises apparaît dans le radar de Robert Maxwell, qui l'achète aussitôt. De fil en aiguille, M. Louie se retrouve, à la fin des années 1990, à la tête d'In-Q-Tel, le fonds de capital-risque de l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA), une entité à but non lucratif dont l'un des principaux faits d'armes a été de parier sur la technologie qui sous-tend Google Earth. Et, lorsque l'administration Trump commence à se lamenter sur le retard américain dans la course technologique face à la Chine, il resurgit au sein de la Commission de sécurité nationale sur l'intelligence artificielle (NSCAI), une prestigieuse instance consultative dirigée par M. Eric Schmidt, ancien président-directeur général (PDG) de Google.
En quelques années seulement, MM. Louie et Schmidt évoluent vers une collaboration beaucoup plus étroite. Le premier prend les rênes d'un fonds parrainé par le second, l'America's Frontier Fund (AFF), une structure à but non lucratif conçue sur le modèle d'In-Q-Tel et qui se propose d'aider Washington à *« remporter la compétition technologique mondiale du XXIe siècle ».* L'AFF prétend incarner la solution à quantité d'autres problèmes, puisqu'il promet de *« redynamiser l'industrie, créer des emplois, stimuler les économies régionales et libérer le cœur de l'Amérique ».*
La création de l'AFF est une réponse à l'influence croissante de la Chine dans ce que l'on nomme les technologies « de rupture » ou « d'avant-garde », telles que l'intelligence artificielle ou l'informatique quantique. *« On ne construit pas des technologies d'avant-garde dans son garage »,* clame ainsi le site Internet du fonds, prenant le contrepied du mythe cher à la Silicon Valley de l'entrepreneur individuel de génie. Entre les romans d'Ayn Rand – chantre du capitalisme individualiste (2) – et les subventions publiques, l'AFF choisit les secondes.

Le nouveau « consensus de Washington »

Il est assez amusant que M. Louie, après avoir utilisé la guerre froide 1.0 pour faire la réclame de *Tetris,* utilise désormais la guerre froide 2.0 pour faire celle de l'intelligence artificielle. À moins qu'il n'utilise l'intelligence artificielle pour promouvoir la nouvelle guerre froide ? Dans l'Amérique actuelle, ces deux opérations

rhétoriques sont quasiment impossibles à distinguer. La seule chose dont on puisse être certain, c'est que toute cette publicité se traduira en espèces sonnantes et trébuchantes.
Pour s'adapter à l'ère de l'intelligence artificielle, le slogan de *Tetris* devrait devenir « La nouvelle guerre froide est arrivée… ou presque » – un message qui sonne doux aux oreilles de nombreux Américains, des entreprises de technologie aux sous-traitants de la défense, en passant par les think tanks bellicistes.
Les récents cris d'alarme à propos du retard de l'Amérique dans la course à l'intelligence artificielle ont semble-t-il réveillé ses élites politiques, paisiblement endormies dans le pays enchanté du libre marché. À les entendre, on pourrait croire qu'elles ont abandonné les dogmes du « consensus de Washington » – voire, parfois, qu'elles ont décidé de se rallier plutôt au « consensus de Pékin ».
Dans un article cosigné par M. Schmidt et publié par *Foreign Affairs* (3) – la bible de l'establishment de politique étrangère américain –, on décèle ainsi un enthousiasme nouveau pour l'idée d'un État fort à même de stimuler le développement de l'intelligence artificielle. À cela s'ajoute une critique des erreurs politiques passées : non contents de dénoncer une fascination pour la *« mondialisation »,* qui aurait trop longtemps éloigné l'Amérique des *« considérations stratégiques »,* les auteurs attaquent le secteur du capital-risque pour ses choix à courte vue. La solution pour permettre à Washington d'atteindre ses objectifs technologiques de long terme, affirment-ils, tient en quelques mots : *« subventions, prêts garantis par l'État et engagements d'achat ».* Il va de soi que les subsides seraient probablement distribués par le biais d'entités comme l'AFF, lequel, contrairement aux sociétés de capital-risque conventionnelles, saurait les accorder les yeux tournés vers l'avenir.

Par moments, M. Schmidt est à deux doigts d'en appeler à une politique industrielle de grande ampleur, mais il ne franchit jamais le pas, car le terme est encore *« trop connoté ».* Le nouveau « consensus de Washington » se limite pour l'instant à réclamer une hausse des aides publiques pour le secteur privé, la principale justification brandie étant le risque de voir l'Amérique perdre la prochaine guerre froide.
Pareils arguments sont généralement formulés de manière à séduire démocrates et républicains. Cela implique de compléter les considérations géopolitiques par des considérations économiques. Tel est le cas cette fois-ci, avec la promotion de l'intelligence artificielle comme un moyen de rendre à l'Amérique sa grandeur tant à l'étranger qu'à l'intérieur et, dans ce dernier cas, en stimulant de nouvelles industries technologiques.
Ce que certains ont pris à tort pour l'émergence d'un « postlibéralisme » présente en fait tous les attributs du keynésianisme militaire d'antan, dans lequel l'accroissement des budgets de défense devait assurer la victoire contre l'Union soviétique et garantir la prospérité économique des États-Unis.
Il s'avère cependant très difficile d'effacer trois décennies de néolibéralisme. Et plus encore d'en revenir à l'époque de la guerre froide, où une poignée d'entreprises militaires bénéficiaient d'un financement presque illimité. Il faut toujours jouer la carte de l'entrepreneuriat, et les généraux ne rêvent pas de se réinventer en fondateurs de start-up.
Indéniablement, les liens entre le Pentagone et la Silicon Valley se sont renforcés. Pour commencer, le ministère de la défense a créé un poste de directeur du numérique et de l'intelligence artificielle, confié à M. Craig Martell, anciennement chargé de l'apprentissage automatique chez Lyft, la plate-forme de voitures de transport avec chauffeur (VTC).
De plus, et quoi qu'en disent leurs salariés, qui s'interrogent sur la moralité de telles relations, les compagnies de technologie continuent de peser lourd dans le budget d'approvisionnement de l'armée. Alphabet a peut-être renoncé à collaborer avec le Pentagone sur le projet Maven – un système de surveillance qui avait fait naître des protestations parmi ses propres ingénieurs –, mais cela ne l'a pas empêché de créer peu après Google Public Service, une entité qui, derrière son nom innocent, fournit à l'armée des services d'informatique en nuage *(cloud).*
Il ne s'agit pas d'un exemple isolé. L'expertise de la Silicon Valley est indispensable à l'establishment militaire s'il entend mettre en œuvre sa vision d'un système intégrant l'ensemble des données transmises par les capteurs des différentes forces armées. Analysées à l'aide de l'intelligence artificielle, ces informations permettraient ensuite d'élaborer une réponse coordonnée efficace. À la fin de 2022, le Pentagone a attribué à quatre géants technologiques – Microsoft, Google, Oracle et Amazon – un juteux contrat de 9 milliards de dollars pour développer l'infrastructure de cet audacieux projet (4).
Mais nous ne sommes plus au temps de la première guerre froide, et il est difficile de savoir dans quelle mesure ces largesses publiques peuvent « ruisseler », à la mode keynésienne, vers les citoyens ordinaires. Dans le domaine de l'intelligence artificielle, l'essentiel des coûts de main-d'œuvre correspond aux salaires des ingénieurs-vedettes – qui ne sont pas des millions, mais quelques centaines – et aux innombrables sous-traitants à bas coût qui besognent pour entraîner les algorithmes. Ces derniers, pour la plupart, ne sont

même pas localisés aux États-Unis. Des entreprises kényanes permettent ainsi à OpenAI d'éviter que ChatGPT, son populaire chatbot, ne propose des contenus obscènes.
Les retombées économiques de l'informatique en nuage restent, de même, à démontrer. Construire des fermes de serveurs *(data centers)* coûte incroyablement cher et se traduit principalement par une flambée des prix de l'immobilier. Quant aux coûts environnementaux de toutes ces technologies, ils sont loin d'être négligeables. En d'autres termes, l'effet multiplicateur de cette pluie de dollars pourrait n'être qu'illusoire.
Alors, plutôt que le retour du keynésianisme militaire, la guerre froide 2.0 marquera peut-être l'avènement du « néolibéralisme militaire », un étrange régime dans lequel la hausse continue des dépenses publiques consacrées à l'intelligence artificielle et à l'informatique en nuage creusera les inégalités et enrichira les actionnaires des mastodontes de la *tech.*

Étranglement du rival chinois

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que tant d'entre eux soient démangés par l'envie de recommencer la guerre froide. Et nul n'a davantage œuvré à définir ce nouveau consensus que M. Schmidt (5). L'ancien patron de Google, qui « pèse » aux alentours de 20 milliards de dollars, n'a plus quitté les cénacles de Washington depuis sa campagne pour M. Barack Obama en 2008. Entre 2016 et 2020, il a pris la tête d'un comité du Pentagone, le Conseil d'innovation en matière de défense (DIB) – une fonction qui l'a conduit à se rendre sur une centaine de bases militaires américaines à travers le monde –, avant d'enchaîner sur la présidence de la NSCAI. Il fait aussi partie depuis peu de la Commission de sécurité nationale sur les nouvelles biotechnologies (NSCEB).
M. Schmidt a tellement de fers au feu que l'on en perd le compte. Il y a par exemple son fonds de capital-risque Innovation Endeavors, qui procure des financements généreux à des start-up spécialisées dans l'intelligence artificielle militaire comme Rebellion (6). Autrement dit, pendant que lui et ses partenaires investissaient plus de 2 milliards de dollars dans des compagnies d'intelligence artificielle, M. Schmidt dirigeait les travaux d'une commission gouvernementale qui recommandait d'accorder davantage d'argent public à ces mêmes entreprises. De quoi mieux comprendre ce qui se cache derrière ses plaidoyers publics.
Fidèle à son rôle de trublion, la sénatrice américaine Elizabeth Warren a d'ailleurs demandé au Pentagone de fournir des éclaircissements sur la nature des liens de M. Schmidt avec le gouvernement des États-Unis, suggérant que le ministère de la défense avait peut-être *« failli à la protection de l'intérêt public »* en lui accordant une influence si disproportionnée. Son entrée dans la commission sur les biotechnologies alors même qu'il investit dans ce domaine – à travers un autre fonds de capital-risque – a également fait hausser de nombreux sourcils (7).

Et puis il y a Schmidt Futures, une fondation philanthropique qui, quand on y regarde de plus près, est en fait une entreprise à but lucratif. Elle a récemment fait parler d'elle lorsqu'on a découvert qu'elle finançait les salaires de plus d'une vingtaine d'employés du gouvernement américain, y compris à des postes liés à la définition des stratégies d'intelligence artificielle et à la réglementation du secteur des technologies (8). M. Schmidt (et, indirectement, Schmidt Futures) a même aidé M. Martell à devenir le « M. Intelligence artificielle » du Pentagone.
Comment une entreprise privée peut-elle payer les salaires de fonctionnaires gouvernementaux ? Grâce à une faille législative : certaines organisations à but non lucratif qui, en tant que telles, peuvent recevoir de l'argent de la part de compagnies privées sont autorisées à le faire. En l'espèce, l'entité intermédiaire est la Fédération des scientifiques américains, un think tank bien connu dont les origines remontent au projet Manhattan (1942-1946). Son président actuel est un certain M. Louie, l'homme qui fit la gloire de *Tetris.*
Le coup le plus malin de M. Schmidt dans son opération de communication en faveur de la guerre froide a été de rallier à cette cause M. Henry Kissinger, une personnalité réputée ne pas fuir la compagnie des milliardaires. Peut-être est-ce l'influence schmidtienne, en tout cas M. Kissinger, aujourd'hui centenaire, s'exprime sur l'intelligence artificielle comme un jeune homme de 19 ans décrirait son premier trip sous LSD. *« Je crois que les compagnies de technologie ont ouvert la voie vers une nouvelle ère de la conscience humaine »,* a-t-il récemment déclaré dans un entretien, avant d'établir un parallèle avec *« ce qu'ont fait les générations des Lumières lorsqu'elles ont délaissé la religion pour la raison »* (9). Il faut donc croire que M. Schmidt est notre nouveau Voltaire.
En 2021, MM. Schmidt et Kissinger, aidés d'une troisième plume, ont publié un livre-manifeste (10). Ils y écrivaient que les situations *« profondément déstabilisantes »* auxquelles la guerre de l'intelligence artificielle peut donner lieu sont comparables à celles *« créées par les armements nucléaires ». « Faut-il s'attendre à ce que des terroristes mettent au point des attaques utilisant l'intelligence artificielle ? Seront-ils capables de faire croire*

qu'elles émanent d'États ou d'autres acteurs ? » Les auteurs ne répondaient pas à ces questions, se contentant de rabâcher les arguments galvaudés sur le caractère inévitable d'un « cyber-11-Septembre » – le cri de ralliement dont tant de sous-traitants de l'armée se sont déjà servis pour capter des fonds publics. Ce discours alarmiste les amenait à une conclusion logique : le monde avait besoin d'un *« contrôle des armements appliqué à l'intelligence artificielle ».* Et c'était tout. Le livre n'entrait pas davantage dans les détails, préférant les grandes généralités à l'analyse.

M. Schmidt tient tellement à tirer profit de ce qu'il reste de la réputation de l'ancien secrétaire d'État que, la même année, il a fondé Special Competitive Studies Project (SCSP), un think tank consacré à l'intelligence artificielle et calqué sur une initiative lancée par M. Kissinger à la fin des années 1950, au plus fort de la guerre froide. À l'époque, ce dernier était loin d'appeler à un quelconque contrôle des armements. Il estimait plutôt qu'un conflit nucléaire limité avec l'Union soviétique était pratiquement inéluctable – et que ce serait probablement une bonne chose pour l'Amérique.

Malgré la place qu'occupe cette idée de « contrôle des armements » dans le livre de MM. Schmidt et Kissinger, SCSP s'est engagé dans une direction diamétralement opposée. C'est ce qu'illustre sa promotion d'une stratégie vendue sous le label accrocheur Offset-X.

Tout au long de la première guerre froide, les stratégies de défense dites « de compensation » *(offset)* ont consisté à s'appuyer sur les dernières technologies en date – des armes nucléaires tactiques aux capteurs aéroportés – pour compenser l'infériorité numérique américaine face aux chars, aux avions et aux soldats soviétiques. Trois stratégies de ce genre ont été définies à partir du milieu des années 1940, toutes reposant sur des postulats différents.

Celui qui sous-tend Offset-X est que, en cas de guerre entre la Chine et les États-Unis, l'Armée populaire de libération (APL) s'en prendrait aux réseaux américains ; l'Amérique doit se tenir prête. Un récent rapport de SCSP précise ainsi que *« l'issue d'une guerre éventuelle avec l'APL va plus que jamais dépendre de la supériorité et de la résilience de nos capteurs, réseaux, logiciels, interfaces humains-machines, logistique, et, par-dessus tout, des systèmes qui les relient ou les font fonctionner tous ensemble* (11) *».* À tout le moins, cela ne ressemble pas vraiment à un contrôle des armements.

Pour les non-initiés, une telle perspective peut paraître terrifiante, mais ces lignes feront bâiller d'ennui quiconque a pris part aux décisions du Pentagone durant la dernière décennie. C'est qu'elles ne font que reprendre les grandes lignes de la troisième stratégie Offset, déployée entre 2014 et 2018 et dirigée notamment par le ministre adjoint de la défense de l'époque, M. Robert Work, qui a justement refait surface au sein du conseil consultatif de SCSP.

Les rapports de SCSP ne s'adressent pas aux militaires, mais au grand public. C'est lui qu'il faut convaincre de la nécessité d'accroître les fonds que la défense consacre à l'intelligence artificielle. Pour cela, il faut lui démontrer, d'une part, que la Chine est en train de gagner la course pour la suprématie dans cette technologie de pointe et, d'autre part, qu'une telle victoire signerait une défaite militaire pour les États-Unis. La seconde hypothèse relève pour l'heure de la science-fiction, mais est-il même exact que la Chine soit si près de triompher ? Il semble au contraire qu'elle en soit encore à des lieues (12), à en juger par son incapacité à mettre au point un concurrent crédible à ChatGPT – la présentation catastrophique de son Ernie Bot par Baidu ayant été suivie d'une dégringolade du cours de ses actions.

Le leadership de la Silicon Valley dans les modèles de langage de grande taille *(large language models),* c'est-à-dire les techniques d'apprentissage profond utilisées par ChatGPT, découle en partie de l'hégémonie culturelle de l'Amérique. Si OpenAI domine à ce point la compétition, c'est notamment parce qu'il peut entraîner son modèle à partir d'un gigantesque corpus de textes en anglais, dont le Web regorge. On trouve beaucoup moins de contenus en mandarin.

Pour qui s'alarmait déjà de l'impérialisme culturel américain, ChatGPT donne de nouvelles raisons de s'inquiéter, puisqu'il pourrait bien s'imposer comme la ressource par défaut pour répondre à toutes les questions du monde – qui plus est en livrant les réponses les plus insipides et les plus politiquement correctes qui soient. Nous risquons tous de devenir prisonniers des guerres culturelles de l'Amérique.

En dehors du champ spécifique des modèles de langage, on pourrait néanmoins penser que l'avancée technologique de la Chine continue d'aller bon train. Selon une étude publiée par un important think tank australien, le pays serait en tête dans trente-sept technologies essentielles sur quarante-quatre, la liste incluant des domaines aussi variés que la défense, l'espace, la robotique, l'énergie, l'environnement, les biotechnologies, l'intelligence artificielle, les matériaux avancés et les technologies quantiques clés (13).

Le problème des évaluations de ce genre tient à ce qu'elles reposent souvent – et excessivement – sur des critères tels que les performances relatives des institutions universitaires, la quantité de publications ou le

nombre de chercheurs diplômés. Cela peut servir d'indicateur pour identifier une position dominante dans un secteur donné, mais tous ces travaux de recherche ne valent rien sans la faculté de mettre leurs conclusions en application.
Et c'est là où les efforts de Washington pour contrer l'ascension de la Chine portent leurs fruits, qu'il s'agisse de briser la domination de Huawei sur la 5G ou d'empêcher Pékin d'atteindre l'autosuffisance dans la fabrication de puces avancées.
Sur ce sujet, les entreprises de technologie et les sous-traitants de l'armée ne sont pas toujours d'accord. Les premières souhaitent pour la plupart conserver leur accès au marché civil chinois, ne serait-ce qu'en raison de sa taille, et sont donc farouchement opposées à une guerre froide totale. Les seconds n'ont pas ces contraintes, puisqu'ils ne sont généralement pas liés par des contrats civils et que collaborer avec l'armée chinoise est hors de question, sous peine de rompre leur partenariat avec le Pentagone. Eux veulent la guerre froide 2.0 – et ils la veulent maintenant. Certains ne verraient d'ailleurs pas d'inconvénient à ce qu'elle se transforme en guerre chaude.
La politique de l'administration Biden, fondée sur un patient mais payant étranglement du rival chinois, reflète le difficile compromis entre les deux camps. Washington tente de convaincre des alliés comme les Pays-Bas, la Corée du Sud et le Japon de cesser de vendre leurs technologies essentielles à la Chine. Il utilise aussi des instruments juridiques hérités de la guerre froide, dont la disposition dite Foreign Direct Product Rule, qui permet d'interdire à des compagnies étrangères d'exporter vers la Chine des produits fabriqués à l'aide d'une technologie américaine.

L'idée est d'alourdir le coût du développement de l'intelligence artificielle, mais sans le rendre prohibitif, afin que les aspirations chinoises à l'autonomie puissent se traduire en bénéfices pour les entreprises américaines. De plus, en ralentissant Pékin dans son élan, les mesures de M. Biden permettent aux États-Unis de gagner du temps pour régler leurs propres problèmes d'intelligence artificielle (majoritairement liés au fait qu'ils ont trop d'œufs dans le panier des microprocesseurs taïwanais). Au moins, plus personne à Washington ne cache que l'objectif explicite est de maintenir la Chine dans la dépendance et d'en tirer profit – l'attitude que dénonçaient en leur temps des théoriciens de la dépendance comme André Gunder Frank ou Ruy Mauro Marini.
L'inconnue demeure la capacité de Pékin à prendre la tête d'une coalition internationale, quelle qu'en soit la forme, pour faire avancer ses intérêts. Car Washington, de son côté, n'agit pas seul. Il exploite ou dirige plusieurs initiatives internationales telles que le partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (GPAI). Il y a peu, l'AFF de M. Schmidt a annoncé la création d'un fonds conjoint avec l'Inde, le Japon et l'Australie sous les auspices du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (QUAD), un groupement de défense entre ces quatre pays qui vise à contenir les ardeurs chinoises.
La plupart de ces opérations sont menées sous la bannière de la défense de la démocratie et de la paix dans le monde, bien que ce soit au prix d'un gonflement des budgets militaires et d'un enrichissement croissant des compagnies de technologie et de leurs actionnaires.
Au milieu de toute cette agitation, l'Europe brille par son absence. La raison en est évidente : dans le domaine militaire, elle suit les États-Unis. Lorsque des changements se produisent, ils sont généralement de portée minime, comme quand l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a annoncé choisir les Pays-Bas pour accueillir la société de gestion de son nouveau fonds d'innovation doté de 1 milliard d'euros – de la menue monnaie à l'échelle des enjeux. Même si la guerre en Ukraine a conduit les pays européens à augmenter leurs dépenses militaires, il y a fort à parier que ce sont des entreprises américaines comme Palantir, dirigée par M. Peter Thiel, qui se tailleront la part du lion dans cette nouvelle manne pour l'intelligence artificielle.

L'Europe dans les bras de la « tech » américaine ?
À ce stade, le fait que les géants américains ne soient pas encore passés à la vitesse supérieure doit bien plus aux lois européennes sur la protection de la vie privée qu'à des politiques publiques actives. Si ChatGPT a été interdit en Italie et si un tribunal allemand a jugé inconstitutionnel l'usage du logiciel d'analyse des données de Palantir par les forces de police pour prévenir les crimes avant qu'ils ne soient commis, nul ne sait combien de temps ces digues pourront tenir.
À en croire de récentes prises de parole largement relayées par la presse, la rhétorique de Washington sur la guerre froide 2.0 trouve un écho chez certains membres de la Commission européenne. On peut supposer que cela entraînera une dégradation des relations entre l'Union européenne et la Chine, tout en poussant

davantage encore la première dans les bras de la *tech* américaine. À l'évidence, Bruxelles serait plus avisé de jouer les deux camps l'un contre l'autre, comme il a tenté de le faire par le passé sur d'autres questions.

En 2014, la politiste Linda Weiss soutenait que le leadership technologique des États-Unis tenait davantage aux efforts de la défense qu'à ceux de la Silicon Valley (14). Elle y notait que, privé d'un rival de guerre froide, le Pentagone avait perdu sa capacité à produire des innovations révolutionnaires, et se demandait même *« pourquoi la Chine ne s'[était] pas encore transformée en un concurrent moteur d'innovation, à l'image de l'Union soviétique et du Japon ».* Ce n'était qu'une question de temps.

Weiss estimait alors que, si elle voulait poursuivre la course technologique en tête, l'Amérique devait dépasser son obsession pour ce qu'elle nommait le « financialisme », mettre de côté les intérêts de Wall Street et se concentrer sur la reconstruction de son industrie. Naturellement, l'obsession pour la finance n'a jamais reculé, mais un phénomène beaucoup plus étrange est apparu. Bien que l'on assiste effectivement à un début de relocalisation de la production de puces, il est encore impossible de savoir si les États-Unis vont se réincarner en leader mondial du secteur.

Contre toute attente, c'est peut-être moins l'effacement de Wall Street que la montée de la Silicon Valley, déterminée à capitaliser sur la vogue de l'intelligence artificielle, qui a tiré l'Amérique de son sommeil, érigeant du même coup la Chine en ennemi stratégique comme l'était autrefois l'Union soviétique.

Et si tout cela avait débuté avec *Tetris* ? La nouvelle guerre froide commence. Ou presque.

Evgeny MOROZOV (Monde diplomatique, mai 2023)

Fondateur et éditeur de The Syllabus, plate-forme de connaissances à but non lucratif. « The Santiago Boys », son podcast sur l'héritage technologique de Salvador Allende, est attendu pour l'été 2023.

(1) L'histoire de ce jeu, parti d'Union soviétique pour atterrir sur les ordinateurs du monde entier, est racontée dans *Tetris,* un film d'Apple TV+ sorti le 31 mars 2023. *The Tetris Effect,* de Dan Ackerman (PublicAffairs, New York, 2016), reste un livre indispensable sur le sujet.

(2) Lire François Flahaut, « Ni dieu, ni maître, ni impôts », *Le Monde diplomatique,* août 2008.

(3) Eric Schmidt et Yll Bajraktari, « America could lose the tech contest with China », *Foreign Affairs,* New York, 8 septembre 2022. M. Bajraktari dirige SCSP, le think tank de M. Schmidt consacré à l'intelligence artificielle.

(4) Mark Pomerleau, « Pentagon awards AWS, Google, Microsoft and Oracle spots on $9B joint warfighting cloud capability solicitation », DefenseScoop, 7 décembre 2022.

(5) *Cf.* Kate Kaye, « Inside Eric Schmidt's push to profit from an AI cold war with China », Protocol, 31 octobre 2022.

(6) Jonathan Guyer, « Inside the chaos at Washington's most connected military tech startup », Vox, 14 décembre 2022.

(7) CNBC.com, 13 décembre 2022.

(8) *Cf.* Alex Thompson, « Ex-Google boss helps fund dozens of jobs in Biden's administration », Politico, 22 décembre 2022.

(9) *Time,* New York, 5 novembre 2021.

(10) Henry A. Kissinger, Eric Schmidt et Daniel Huttenlocher, *The Age of AI : And Our Human Future,* Little, Brown and Company, New York, 2021.

(11) « The future of conflict and the new requirements of defense. Interim panel report », Special Competitive Studies Project, octobre 2022.

(12) Lire Gabrielle Chou, « La Chine entravée dans la bataille de l'intelligence artificielle », *Le Monde diplomatique,* avril 2023.

(13) Jamie Gaida, Jennifer Wong Leung, Stephan Robin et Danielle Cave, « ASPI's critical technology tracker : The global race for future power », Australian Strategic Policy Institute, 2 mars 2023.

(14) Linda Weiss, *America Inc. ? Innovation and Enterprise in the National Security State,* Cornell University Press, Ithaca, 2014.

Défense Industrie Technologie Géopolitique Technologies de l'information Chine États-Unis

Le président « Lula » s'engage pour un règlement du conflit en Ukraine

En Amérique latine, le non-alignement au service de la paix

« Les États-Unis doivent cesser d'encourager la guerre et parler de paix », a déclaré le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva le 14 avril dernier à Pékin, à l'occasion d'une visite d'État. Pareille prise de position sur le conflit ukrainien a valeur de symbole, dans un contexte où nombre de pays latino-américains cherchent à se défaire de l'hégémonie de Washington.

« Nous devons envisager la manière dont l'Argentine peut en quelque sorte devenir une porte d'entrée en Amérique latine pour que la Russie puisse s'y insérer de manière plus affirmée. » Lorsque le président péroniste de centre gauche Alberto Fernández prononce ces mots à l'issue de sa rencontre privée avec M. Vladimir Poutine à Moscou, le 3 février 2022, il ignore que la Russie est sur le point d'envahir son voisin ukrainien au mépris du droit international, notamment des principes de non-agression, de non-recours à la force dans le règlement des différends et de non-violation de l'intégrité territoriale des États. Depuis au moins 1997, date de la première déclaration commune de la Chine et de la Russie en ce sens aux Nations unies (1), Moscou prétend pourtant servir ces principes dans le cadre de sa promotion d'un « nouvel ordre international multipolaire ». Une perspective à laquelle le côté argentin souscrit toujours pleinement.
En Amérique latine, zone d'influence traditionnelle des États-Unis depuis la fin du XIXe siècle, cette volonté de refonder un système international délesté de l'emprise de Washington et de ses alliés européens est, en effet, très populaire. Elle constitue la feuille de route de la majorité des gouvernements progressistes de la région depuis le début des années 2000, et, dans ce cadre d'analyse, les capitales latino-américaines considèrent la Russie comme un frein aux prétentions hégémoniques de Washington.

Les atouts de la Russie

En ce mois de février 2022, lors de son escale à Moscou sur la route qui le mène à l'inauguration des Jeux olympiques d'hiver de Pékin, le locataire de la Casa Rosada a pour préoccupation exclusive la sortie de son pays d'une profonde crise économique et sociale, aggravée par la pandémie de Covid-19. M. Fernández n'ignore pas que l'aggravation de cette crise risque de compromettre les chances du camp péroniste lors de la présidentielle d'octobre 2023. Dans un tel contexte, sa priorité est de desserrer l'étau d'une dette que son prédécesseur conservateur, M. Mauricio Macri, a contractée en 2018 auprès du Fonds monétaire international (FMI) en acceptant de sévères mesures d'austérité. Or M. Fernández le sait : qui dit FMI, dit Washington.
Le président argentin se dirige donc vers la Russie, un pays avec lequel le sien dispose d'un accord d'« association stratégique intégrale » depuis 2015 et grâce auquel ses concitoyens ont pu recevoir leurs premières doses de vaccin (Spoutnik V) en décembre 2020 au moment le plus dramatique de la pandémie. Au cours de cette période, une dizaine d'autres pays latino-américains bénéficieront eux aussi de ces vaccins. À l'époque, les États-Unis brillaient par leur discrétion en matière de coopération sanitaire dans la région. C'est donc dans un climat de rapprochement russo-argentin que le président Fernández déclare aux journalistes présents, non sans arrière-pensées vis-à-vis de l'administration américaine : *« Je m'obstine à penser que l'Argentine doit cesser d'être si dépendante du Fonds et des États-Unis. Et qu'un chemin vers d'autres ailleurs doit s'ouvrir. À cet égard la Russie joue un rôle très important. »*
Cette séquence diplomatique à Moscou est emblématique de la nature des liens développés par un grand nombre de pays latino-américains avec la Russie et la Chine depuis le début des années 2000. À l'instar de nombreux autres États du Sud, il s'agit pour eux de diversifier leurs partenariats commerciaux, politiques, militaires et technologiques pour pouvoir jouer les uns contre les autres et bénéficier d'un rapport de forces plus favorable au sein d'un système international dont ils contestent plus la hiérarchie des pouvoirs que les structures économiques.
Dans ce contexte, la Russie dispose d'atouts solides. Dès l'époque tsariste, elle établit des relations diplomatiques avec le Brésil, qui vient d'accéder à l'indépendance (1828), avec l'Uruguay (1857), avec l'Argentine (1885) ou avec le Mexique (1890). Au XXe siècle, la crise des missiles à Cuba, en 1962 (2), au cœur de la guerre froide, constitue sans doute l'acmé du rapprochement avec l'Union soviétique. Si la

dislocation de celle-ci, en 1991, rompt certains liens, de nouveaux se tissent au cours des années 2000 à la faveur de quatre facteurs : le virage à gauche de l'Amérique latine (dont la plupart des dirigeants souhaitent tenir Washington à distance des affaires régionales) ; le délaissement relatif de la région par les États-Unis, embourbés dans leurs guerres en Afghanistan et au Proche-Orient ; l'intégration de la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ; enfin, avec l'arrivée au pouvoir de M. Poutine, porteur d'un projet de restauration progressive de la puissance russe sur la scène internationale, les liens entre les pays latino-américains et la Russie se resserrent dans plusieurs secteurs – infrastructures, exploitation minière, énergie (pétrole, gaz, nucléaire civil), aéronautique, universitaire… –, même si le volume général des échanges commerciaux reste modeste (moins de 1 % du total des échanges des pays latino-américains dans le monde).

Refus des sanctions

Dans le domaine militaire, le Venezuela (80 % des ventes d'armes de Moscou dans la région), Cuba et le Nicaragua sont les partenaires de la Russie. Mais en la matière, cette dernière coopère aussi avec d'autres pays comme le Brésil, la Colombie ou le Pérou (hélicoptères, avions, systèmes de défense). Sur le plan commercial, le Brésil et le Mexique constituent les deux principaux partenaires de Moscou dans la région (plus de 50 % de ses échanges). Les relations avec le Brésil ont décollé dans le cadre de l'organisation des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Brasília est ainsi devenu le premier exportateur latino-américain vers le marché russe (soja, sucre, viande, minerais). Moscou assure au secteur agricole du Brésil la fourniture d'une part déterminante des fertilisants dont il a besoin. Depuis 2015, la Russie entretient également une relation diplomatique officielle avec la Communauté des États latino-américains et caraïbes (Celac) et ses trente-trois pays membres.

Comme l'Argentine ou le Brésil, dépendants des fertilisants russes, de nombreux pays ne peuvent désormais plus se couper de Moscou dans certains domaines, notamment depuis la pandémie mondiale, qui a précipité l'Amérique latine dans la *« pire crise économique depuis cent vingt ans »,* selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepalc) (3). Un marasme auquel se surajoutent les premières conséquences du conflit en Ukraine, poussées inflationnistes et renchérissement du prix des matières premières. Ces phénomènes contribuent à l'augmentation des coûts de la production agricole et de ceux de la consommation énergétique de nombreux pays dépendants de leurs importations d'hydrocarbures en Amérique centrale, dans les Caraïbes ou en Amérique du Sud (Chili). Le contexte est plus favorable pour les pays producteurs et exportateurs d'hydrocarbures ou de matières premières (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Pérou, Paraguay ou Uruguay). Du reste, en relevant plusieurs fois ses taux d'intérêt depuis le début de la guerre pour juguler l'inflation, la Réserve fédérale américaine (Fed) a provoqué un reflux des capitaux internationaux d'Amérique latine vers les marchés américains. […]

En Amérique latine, le gouvernement ukrainien ne dispose en réalité que d'un seul soutien. Celui de M. Alejandro Giammattei, président de droite du Guatemala. Le 25 juillet 2022, ce dernier s'est rendu à Kiev, devenant le premier – et le seul – dirigeant latino-américain à avoir fait ce voyage pour apporter son soutien à M. Volodymyr Zelensky. Il s'agissait surtout d'envoyer un message de loyauté aux États-Unis tandis que son gouvernement se trouve en délicatesse avec l'administration américaine dans de nombreux dossiers (de corruption notamment) et que se profilent des élections générales, en juin 2023. Si M. Giammattei escompte ainsi toucher les dividendes de son « engagement », Washington ne trouve aucun pays latino-américain pour appliquer des sanctions contre Moscou et encore moins envoyer des armes à Kiev – en dépit du souhait formulé par la générale Laura Richardson, cheffe militaire du commandement sud des États-Unis devant l'Atlantic Council, un think tank de Washington, le 19 janvier 2023.

Initiative diplomatique

Ces refus s'expriment jusque dans le pré carré centre-américain de Washington. Le Salvador, dirigé par le président populiste-autoritaire Nayib Bukele, en disgrâce à Washington, joint systématiquement sa voix aux pays qui, comme la Bolivie et Cuba – adversaires habituels des États-Unis –, s'abstiennent dans les résolutions des Nations unies condamnant la Russie. Le Nicaragua fait désormais partie du groupe de pays soutenant directement la Russie (avec la Biélorussie, la Corée du Nord, l'Érythrée, le Mali et la Syrie) après s'être abstenu lors du vote intervenu le 28 février 2022 à l'ONU. Le Venezuela, enfin, ne prend pas part à ces consultations, n'étant pas à jour dans le versement de ses contributions. Sa diplomatie navigue entre fidélité à l'allié russe et reprise de contact avec Washington en vue d'une hypothétique normalisation, dans le cadre de la nouvelle donne créée par la crise énergétique mondiale.

Les votes latino-américains sont déterminés par la combinaison de plusieurs logiques. D'abord, la fidélité à leurs positions diplomatiques traditionnelles : respect du droit international, de l'intégrité des frontières et de la souveraineté des États, rejet de l'unilatéralisme et du recours à la force dans le règlement des conflits, recherche de solutions pacifiques aux conflits induisant une position de non-alignement. Ensuite, leur niveau de défiance conjoncturelle vis-à-vis des États-Unis et des puissances occidentales. Enfin, leurs intérêts politiques et économiques nationaux, déterminés de manière pragmatique, au sein d'un ordre international incertain et en recomposition dans lequel leur relation avec la Chine constitue une boussole. Sur ces bases, la grande majorité des capitales a condamné l'invasion russe aux Nations unies, mais ne s'engage pas en faveur des sanctions prises ou envisagées contre Moscou.

Il devient pourtant plus difficile de soutenir directement la Russie dès lors que son gouvernement entend désormais user des mêmes méthodes que Washington pour assurer ses intérêts stratégiques dans sa propre zone d'influence historique… *« L'intervention russe en Ukraine trouve des antécédents dans l'expansion de l'OTAN* [Organisation du traité de l'Atlantique nord] *vers la Russie, mais cela ne doit pas conduire à légitimer l'invasion militaire d'un pays par un autre »,* nous explique M. Celso Amorim, conseiller spécial du président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva pour les questions internationales et promoteur, à ses côtés, d'une proposition de création d'un « groupe de pays pour la paix » entre la Russie et l'Ukraine prônant un cessez-le-feu et une solution négociés.

Présentée depuis février 2023 en Amérique latine, à Washington, en Europe – notamment en France, en Allemagne, en Espagne ou au Portugal –, à Moscou, à Kiev, au G20 sous présidence indienne, à Pékin et à Abou Dhabi, cette initiative voudrait, pour monter en puissance et atteindre ses objectifs, engager un processus multilatéral mobilisant, outre la Chine, d'autres pays du Sud membres des Brics ou du G20 disposant de relations avec l'ensemble des acteurs (occidentaux et non occidentaux) du conflit. Parmi eux, l'Indonésie, l'Inde (qui assure la présidence du G20 en 2023) et l'Afrique du Sud (hôte du prochain sommet des Brics en 2023 et chargé de présider le G20 en 2025). Dans ce processus diplomatique, Brasília anticipe aussi la présidence russe des Brics en 2024 et la sienne du G20 en 2024 et des Brics en 2025.

Cette initiative pour la paix, qui contourne le Conseil de sécurité des Nations unies, pourrait, selon le président « Lula », déboucher in fine sur la création d'un *« G20 politique »* chargé, à terme, de divers dossiers internationaux (climat, paix, économie, numérique, démocratie…). De son point de vue, ce processus devrait faire émerger de nouveaux formats de délibération, plus favorables aux pays du Sud.

Un tel projet arrivera-t-il à susciter de l'intérêt au sein des puissances occidentales ? Jusqu'à présent, les États-Unis et l'Union européenne rejettent la légitimité d'une médiation brésilienne dans la guerre en Ukraine, accusant Brasília de naïveté et d'une trop grande proximité avec Moscou et Pékin. L'initiative du président brésilien est pourtant l'une des seules à se démarquer du maximalisme qui prévaut, au péril de la paix mondiale, à Bruxelles et dans les capitales européennes, à Washington, à Kiev et à Moscou.

Christophe VENTURA, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et auteur de *Géopolitique de l'Amérique latine,* Eyrolles, Paris, 2022 (Monde diplomatique).

(1) « Déclaration commune russo-chinoise sur un monde multipolaire et l'instauration d'un nouvel ordre international », ONU, 23 avril 1997. / (2) Lire Danielle Ganser, « Retour sur la crise des missiles à Cuba », et Peter Kornbluh, « Missiles, mensonges et diplomatie », *Le Monde diplomatique,* respectivement novembre 2002 et janvier 2023. / (3) Eva Vergara, « Pandemia es peor crisis en América Latina en 120 años, Cepal », Associated Press, New York, 16 décembre 2020.

En Russie, le mirage du soutien à la guerre

Drone survolant le Kremlin, évacuation de civils de la région de Belgorod, attentat contre l'écrivain nationaliste Zakhar Prilepine : en mai, Kiev a multiplié les opérations sur le sol russe. Symboliques, ces actions peuvent-elles entamer le crédit du pouvoir ? Si l'effet de ralliement derrière le drapeau demeure, la critique des élites gagne également du terrain. Bien au-delà des seuls opposants à la guerre...

À première vue, le bateau russe surnage dans la tempête qu'a déclenchée le Kremlin en attaquant son voisin ukrainien. Plus d'un an après le début de la guerre, l'économie du pays ralentit sans s'effondrer (- 2,1 % en 2022). À en croire les sondages, y compris ceux menés par les instituts indépendants du pouvoir (1), une majorité de la population continue de se dégager en faveur de la poursuite des opérations militaires. Pourtant, les fissures dans l'édifice de la société s'élargissent et d'étonnantes convergences s'opèrent : quelle que soit leur opinion sur la guerre, les Russes sont de plus en plus nombreux à se défier des « élites ». Déjà sensible avant le début de l'invasion en février 2022 (2), le phénomène prend de l'ampleur.

Alors qu'un climat de peur s'installe en Russie, prendre le pouls de sa société relève du tour de force. La lecture des notes méthodologiques que joignent les instituts de sondage indépendants à leurs résultats apporte parfois des enseignements utiles. Ainsi de l'effondrement des taux de réponse. Selon Russian Field, prestataire en études marketing et enquêtes d'opinion, seuls 5,9 à 9,3 % des personnes interrogées répondent à l'intégralité de ses questions sur l'« opération militaire spéciale », un taux trois à quatre fois inférieur à celui des sondages réalisés avant le conflit (3). Dans l'une de ses enquêtes (4), en février dernier, l'institut proposait de choisir entre des mesures visant à intensifier l'offensive et d'autres en faveur de la paix. Seul 27 % de l'échantillon déclarait soutenir l'escalade, contre 34 % de personnes favorables à un chemin vers la paix.

Trois groupes se détachent. Le « parti de la guerre », qui, selon les enquêtes, représente entre 25 et 37 % des répondants, approuve la persécution des contestataires, se déclare prêt à sacrifier la politique sociale au profit d'objectifs militaires et condamne les déserteurs. Cette opinion est particulièrement bien représentée chez les personnes âgées et les tranches supérieures de revenus. À l'autre bout du spectre, le « parti de la paix » – 10 à 36 % des personnes interrogées – regroupe surtout des jeunes et les répondants les plus pauvres. Entre ces deux pôles, les personnes déclarent peiner à répondre ou donnent des réponses contradictoires. Souvent opposées à l'escalade militaire, elles s'en remettent néanmoins à la position officielle des autorités.

De l'incompétence des généraux

Le parti de la guerre a ses porte-voix sur les réseaux sociaux à travers les comptes de ceux que l'on peut nommer des « turbo-patriotes ». Leur liberté d'expression, pour l'heure, ne se heurte à aucune restriction, mais suscite une certaine inquiétude chez les dirigeants, qui craignent la surenchère. *« Ce n'est pas un Maïdan* [renversement du pouvoir, en référence aux événements de 2014 en Ukraine] *libéral que nous devons craindre : les libéraux ont tous fui.* (…) *Aujourd'hui, l'unique danger pour notre État est un Maïdan turbo-patriotique teinté d'un léger gauchisme et, par la même occasion, de débats sur la corruption »,* a déclaré, en février dernier, M. Oleg Matveïtchev, député à la Douma du parti présidentiel Russie unie (5).

Dès le début de l'invasion, de prétendus « correspondants de guerre » *(voïenkory),* en fait des militants d'extrême droite aux compétences militaires ou paramilitaires, assurent la couverture des opérations sur les réseaux sociaux. Le plus célèbre est M. Igor Strelkov, ancien officier du Service fédéral de sécurité (FSB) de convictions monarchistes. En 2014, à la tête d'un détachement de volontaires russes, il s'empare de la ville de Slaviansk, dans le Donbass ukrainien. Moscou appuie alors militairement les séparatistes, mais les dirigeants trop turbulents et exaltés de son acabit inquiètent le Kremlin (6). M. Strelkov doit quitter le Donbass. Aujourd'hui, il déplore sur son canal Telegram, suivi par près d'un million de personnes, le manque de fermeté des autorités contre l'ennemi ukrainien. Avec les revers militaires de l'automne 2022, lui comme d'autres nationalistes radicaux dénoncent les tares du régime de M. Vladimir Poutine : mauvaise organisation du ravitaillement de l'armée, faiblesse de l'industrie d'armement, incompétence et corruption des généraux, médiocrité d'une élite dirigeante qui vit dans le luxe alors que la patrie est en danger. Ils insinuent même qu'une partie de l'entourage de M. Poutine cherche secrètement à se réconcilier avec l'Occident, fut-ce au prix d'une capitulation. *« S'ils sabordent la Russie dans cette guerre, nous ne pourrons probablement pas toucher à leurs chers partenaires occidentaux, mais eux, nous ferons tout pour les atteindre »,* écrit M. Strelkov, le 3 février 2023. Il doute que le gouvernement actuel soit capable de remporter la guerre. *« La Grande Perturbation* [il désigne ainsi les conséquences de la guerre] *est désormais inévitable. Ils en sont bien conscients*

en haut lieu et ça les inquiète. Notre objectif à nous est de transformer la Perturbation en une victoire nationale et patriotique », écrit M. Maxime Kalachnikov (7), admirateur de la politique de puissance de Joseph Staline, et allié de M. Strelkov.

La « colère » des patriotes hors système a gagné les loyalistes du camp de la guerre, un motif de vive inquiétude pour le Kremlin. Sur fond de concurrence avec les généraux de l'armée régulière, M. Evgueni Prigojine, propriétaire du groupe Wagner, une milice privée déployée notamment en Ukraine, spécule désormais sur les problèmes d'inégalités sociales, de corruption et d'incompétence de la hiérarchie militaire. Mais son activisme public a déplu à l'administration présidentielle, qui lui a barré l'accès aux prisons, où il recrutait parmi les détenus des volontaires pour le front. Le nouveau chef de l'état-major général Valeri Guerassimov a fait réduire l'approvisionnement de Wagner en munitions. Réaction de cet ancien ultrafidèle du président : obliger ses combattants à enregistrer des vidéos dans le style de M. Strelkov dans lesquelles le commandement et les fonctionnaires sont accusés de trahison. Sur l'une d'elles, un combattant déclare, debout devant des cadavres : *« Arrêtez de faire n'importe quoi,* (…) *laissez-nous défendre notre patrie* (8). *»* M. Prigojine a encore franchi un cap lorsqu'il a évoqué, dans une vidéo publiée le jour des célébrations du 9 Mai (victoire sur le nazisme, selon le calendrier soviétique), un *« papy bienheureux [pensant que tout va bien] ». « Qu'adviendra-t-il de la Russie s'il s'avère, je ne fais que le supposer, que ce papy est un couillon fini »,* a-t-il ajouté dans une allusion presque transparente à M. Poutine.

La colère affecte aussi les soldats et les officiers dans les tranchées. La mobilisation annoncée fin septembre 2022 a enrôlé entre 320 000 soldats (selon les chiffres officiels) et 500 000 (selon des estimations indépendantes (9)). Les récentes dispositions adoptées par la Douma en avril 2023 – convocation par voie électronique, interdiction de quitter le territoire pour les appelés, gel des biens immobiliers des exilés – devraient encore augmenter leur nombre. La mobilisation a touché avant tout les régions les plus pauvres, en particulier les petites villes et les villages des provinces désolées, qui constituent la base électorale traditionnelle de M. Poutine. Les autorités ont d'abord fait appel aux officiers de réserve et aux citoyens ayant une spécialisation militaire : des hommes d'âge moyen, venant des régions éloignées de Moscou, avec des revenus faibles ou intermédiaires. Le portrait sociologique craché des « neutralistes », ceux qui soutiennent la guerre non par conviction militariste mais par loyauté. Or c'est bien sur leurs épaules qu'est retombé le poids des combats.

Pour conjurer la fronde, l'État ne lésine pas sur les moyens. Les soldes s'élèvent en moyenne à 200 000 roubles par mois (environ 2 500 euros), dix fois plus que le salaire qu'une personne peut espérer percevoir dans une petite ville d'une région désindustrialisée. En avril, M. Poutine a annoncé la création d'un fonds spécial pour les familles endeuillées et les vétérans de guerre. Mais M. Kalachnikov juge, dans une vidéo postée le 5 février dernier sur sa chaîne YouTube Roï, que seule une victoire permettra la survie du régime : *« Une réalité totalement nouvelle est en train d'apparaître. Des hommes vont revenir du front, leurs armes à la main. Ils ressembleront aux vétérans allemands et italiens de la première guerre mondiale : ils reviendront en maximalistes, avec un fort sentiment de justice bafouée. Et ils n'écouteront pas les obscénités de Russie unie. »*

Pour l'heure, les soldats ont plutôt exprimé leur « maximalisme » d'une autre manière. Des émeutes spontanées, certes sporadiques, ont éclaté. Des mobilisés protestent contre le manque de matériel et d'entraînement, quittant d'eux-mêmes leurs unités, se battant avec leurs officiers et arrêtant les trains de transport. Les autorités ont réussi à étouffer la première vague de mécontentement en réprimant : les soldats ont été enfermés dans des caves, battus et intimidés. Plusieurs de ces insurgés ont été condamnés à de lourdes peines, pour l'exemple (10). En janvier, les mobilisés ont été massivement transférés des unités de l'arrière vers le front, et les pertes ont fortement augmenté. Alors qu'en 2022 les journalistes parvenaient à établir les noms de 200 à 250 militaires russes tués par semaine (les pertes réelles pourraient être beaucoup plus élevées), en mars 2023 la liste atteignait plus de 800 noms par semaine (11).

La presse rend compte de cas de désertion, probablement plus nombreux dans la réalité. Les soldats s'enfuient des hôpitaux (12), sautent des trains qui les transportent au front (13), parcourent des dizaines de kilomètres et vont se perdre à l'arrière (14). Les proches de mobilisés créent des groupes de discussion en ligne pour aider les déserteurs à dresser leur itinéraire, à trouver des hébergements et à échapper aux patrouilles militaires. En février et début mars, pas moins de dix-huit vidéos ont été diffusées sur Internet dans lesquelles des unités entières de mobilisés refusaient d'effectuer des missions de combat et demandaient à être ramenées à l'arrière (15).

L'anthropologue Alexandra Arkhipova a dénombré au moins 85 lieux dans 65 villes où les gens ont apporté des fleurs et des jouets, un geste sans slogan et silencieux pour exprimer solidarité avec les Ukrainiens et opposition à la guerre (16). En dépit de cette discrétion volontaire, plusieurs personnes ont été arrêtées à proximité de ces « mémoriaux floraux » puis condamnées pour avoir *« discrédité l'armée russe ».* Mais

plusieurs milliers de Russes ont néanmoins pris ce risque en toute connaissance de cause. Parmi eux, beaucoup n'avaient jamais participé à des rassemblements de l'opposition auparavant, ont constaté la chercheuse et son équipe. Des mémoriaux sont apparus dans des villes qui n'avaient jamais été des centres de protestation antigouvernementale : Orenbourg, Nijni Taguil, Omsk, Gorno-Altaïsk.

Des fleurs pour protester

Seul un quart de ces mémoriaux floraux sont apparus dans des lieux associés à l'Ukraine, tels que des rues portant des noms « ukrainiens ». Dans 47 des 85 cas, ces commémorations se sont déroulées dans des lieux associés à des victimes de crimes, ou de fautes, d'État : monuments à la mémoire des victimes de la terreur stalinienne et de catastrophes d'origine humaine comme Tchernobyl, lieux où des opposants ont trouvé la mort. *« Le message est sans équivoque : l'État a déjà tué des gens, il en tue aujourd'hui et il en tuera encore »,* déclare Arkhipova. Dans les villes de Chakhty et de Saratov, les gens ont choisi des monuments aux victimes du fascisme comme lieux de commémoration, dressant un parallèle entre la guerre d'agression contre l'Ukraine et l'invasion de l'URSS par les nazis. Une autre vague de « protestations florales » a eu lieu à l'occasion du premier anniversaire de la guerre. Malgré une répression policière plus rude, au moins 82 lieux de recueillement spontanés ont réapparu dans 59 villes (17). Le dépôt de fleurs sur les monuments aux victimes de l'État est ainsi devenu une forme durable d'action collective des opposants à la guerre.

Si la guerre provoque un effet de ralliement derrière le drapeau, celui-ci doit être nuancé. Dans toutes les couches de la société et tous les camps idéologiques, on assiste au même processus : le « nous » et le « eux » prend un sens nouveau. Si le premier recouvre diverses significations (« gens ordinaires », « vrais patriotes », « victimes de l'État »), le second souffre moins d'ambiguïté : il s'agit des autorités, et non plus seulement de l'ennemi extérieur. Sans un tournant sur le terrain militaire, le front pourrait se déplacer vers l'arrière. Et aux yeux des gens de tous bords, des nationalistes aux pacifistes, ce pouvoir qui a conduit le pays à la catastrophe apparaîtra comme le seul coupable. La bataille pour l'Ukraine deviendra alors une bataille pour une nouvelle Russie.

(Traduit du russe par Bleuenn Isambard)

Alexeï SAKHINE & Lisa SMIRNOVA (Monde diplomatique, juin 2023)
Journalistes et membres de la coalition Socialistes contre la guerre.

(1) Les chiffres avancés dans l'article sont tirés des enquêtes de trois organismes ou collectifs de recherche, l'Institut Levada, Kroniki et Russian Field, qui ne perçoivent aucun financement public. Ils ont enregistré entre 56 et 77 % d'opinions favorables à la guerre en février, selon la formulation de la question.
(2) Karine Clément, *Contestation sociale à bas bruit en Russie. Critiques sociales ordinaires et nationalismes,* Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2021.
(3) « Une année d'opération militaire spéciale : l'opinion des Russes » (en russe), enquête menée entre le 31 janvier et le 6 février 2023, Russian Field.
(4) *Ibid.*
(5) « Des membres de Russie unie évoquent la menace d'un Maïdan turbo-patriote » (en russe), Politnavigator, 3 février 2023.
(6) Lire Juliette Faure, « Qui sont les faucons de Moscou ? », *Le Monde diplomatique,* avril 2022.
(7) « Dangers et démons de la Grande Perturbation », Livejournal (site de blogs), 7 janvier 2023, https://m-kalashnikov.livejournal.com
(8) Sur un canal intitulé « Razbruzka_gagnera », Telegram, 17 février 2023.
(9) « Marions-nous. L'augmentation du nombre de mariages montre qu'au moins 492 000 personnes étaient mobilisées en Russie à la mi-octobre » (en russe), Mediazona, 24 octobre 2022, https://zona.media
(10) « Un soldat ayant pris à partie un officier a été condamné à une peine de cinq ans et demi d'emprisonnement en régime sévère » (en russe), Gazeta.ru, 11 janvier 2023, www.gazeta.ru
(11) « Pertes de la Russie en Ukraine », infographie régulièrement mise à jour, Mediazona.
(12) « Un soldat blessé de la région de Tioumen s'est échappé de l'hôpital de Mirny » (en russe), Tioumen Online, 7 février 2023.
(13) « Des mobilisés se sont échappés du train dans la région de Voronej » (en russe), RBK, 5 février 2023.
(14) « À la frontière avec le Donbass, dans la région de Rostov, un déserteur a été arrêté » (en russe), Bezformata, 3 février 2023.
(15) « Les mobilisés envoient des plaintes », Telegram, canal « Viorstka », 9 mars 2023.
(16) Alexandra Arkhipova, « L'empathie comme protestation » (en russe), Kholod, 2 février 2023.
(17) Comptage effectué par Alexandra Arkhipova et rendu public sur son fil Telegram le 27 février 2023